

Art. 12. L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 octobre 2011 relatif au budget et à la comptabilité des personnes morales flamandes est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Le fonds de réserve et le solde budgétaire de la personne morale flamande peuvent être utilisés sur la base d'un plan d'affectation qui est établi par la personne morale flamande. Le plan d'affectation comprend également un aperçu de l'alimentation prévue du fonds de réserve ou du solde et peut, le cas échéant, se référer à différentes années budgétaires. ».

Art. 13. L'article 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Le projet de budget ou la modification budgétaire, y compris le plan d'investissement et le plan d'affectation, sont soumis à l'approbation du Ministre fonctionnellement compétent, qui transmet ensuite ce projet de budget ou cette modification budgétaire au Gouvernement flamand.

Lorsque la personne morale flamande dispose d'un conseil d'administration, celui-ci approuve le projet de budget ou la modification budgétaire avant de soumettre le projet au Ministre fonctionnellement compétent. ».

Art. 14. A l'article 9/1 du même arrêté, est inséré un paragraphe 4 énoncé comme suit :

« § 4. Le Ministre flamand compétent pour le budget accuse dans les plus brefs délais réception d'une demande de redistribution des crédits ou de dépassement de crédits limitatifs et mentionne la date de réception. Il se prononce sur la redistribution de crédits ou sur le dépassement de crédits limitatifs dans une période de douze jours ouvrables à compter de la date de réception.

Si le Ministre flamand compétent pour le budget ne se prononce pas dans une période de douze jours ouvrables, il est supposé consentir à la proposition du Ministre fonctionnellement compétent.

Si le Ministre flamand compétent pour le budget ne donne pas son accord, le Ministre fonctionnellement compétent peut soumettre sa proposition au Gouvernement flamand pour décision. ».

CHAPITRE 4. — Dispositions finales

Art. 15. Le Ministre flamand ayant les finances et les budgets dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 mai 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand des Finances, du Budget, de l'Emploi, de l'Aménagement du Territoire et des Sports,
Ph. MUYTERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29386]

13 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au code des institutions publiques de protection de la jeunesse visé à l'article 19bis du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, l'article 19bis, inséré par le décret du 29 novembre 2012;

Vu l'avis n° 135 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 17 septembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 novembre 2013;

Vu l'avis 54.759/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 janvier 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° décret : le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

2° loi du 8 avril 1965 : la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait;

3° jeune : la personne âgée de moins de 18 ans ou de moins de 20 ans pour laquelle l'aide a été sollicitée avant l'âge de 18 ans, et qui fait l'objet d'une mesure de placement en I.P.P.J;

4° famille : les personnes avec qui le jeune est dans un lien de filiation ainsi que le tuteur et le protuteur;

5° familiers : les personnes qui composent le milieu de vie du jeune en ce compris les parents d'accueil;

6° juridiction de la jeunesse : Ce terme générique recouvre selon les cas le Tribunal de la jeunesse, la Cour d'appel jeunesse ainsi que toutes les autorités judiciaires mandantes qui ont les mêmes prérogatives;

7° I.P.P.J. : les institutions publiques de protection de la jeunesse à régimes ouvert et fermé de la Communauté française;

8° conseil communautaire : le conseil communautaire de l'aide à la jeunesse;

9° commission de déontologie : la commission de déontologie de l'aide à la jeunesse, visée à l'article 4bis du décret du 4 mars 1991;

10° administration compétente : l'administration de la Communauté française qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions;

11° Ministre : le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

12° chambre : l'espace de séjour attribué au jeune;

13° Délégué général aux droits de l'enfant : le délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant.

Art. 2. § 1^{er}. – Le présent code s'applique aux jeunes placés en I.P.P.J. par la juridiction de la jeunesse conformément à la loi du 8 avril 1965.

Les I.P.P.J. sont les suivantes :

1° l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Braine-le-Château;

2° l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Fraipont;

3° l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Jumet;

4° l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Saint-Servais;

5° l'institution publique de protection de la jeunesse de la Communauté française à Wauthier-Braine.

§ 2.- Le présent code s'applique également aux personnes physiques et morales qui apportent leur concours à l'exécution du présent texte.

§ 3. L'accompagnement post-institutionnel, consistant en un accompagnement éducatif dans le milieu de vie du jeune effectué au terme de la mesure de placement de celui-ci en I.P.P.J. et dont les modalités sont définies dans les projets pédagogiques des I.P.P.J., n'est pas visé par le présent code.

TITRE II. — Principes généraux

Art. 3. Le placement en I.P.P.J. s'effectue dans des conditions qui respectent les droits des jeunes reconnus par les conventions internationales, en particulier la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Art. 4. L'action pédagogique des I.P.P.J. vise la réinsertion sociale du jeune.

Elle vise à lui faire prendre conscience des actes qui ont conduit à la mesure de placement et à leurs éventuelles conséquences sur autrui. Elle favorise une démarche restauratrice envers la victime et la société.

Les membres du personnel de l'I.P.P.J. veillent à valoriser l'image du jeune. Ils recherchent la solution la plus adaptée à sa situation et veillent à ce que le placement ne soit pas prolongé au-delà de la durée nécessaire.

Art. 5. La famille et les familiers sont considérés comme des partenaires dans l'éducation du jeune placé.

Sauf décision contraire écrite de la juridiction de la jeunesse, l'I.P.P.J. prend toutes les mesures nécessaires pour favoriser le maintien des contacts entre le jeune et sa famille et ses familiers.

Art. 6. Dans le cadre d'une collaboration entre les membres du personnel de l'I.P.P.J. et d'autres intervenants externes au sujet d'un jeune, les membres du personnel de l'I.P.P.J. ne peuvent révéler les éléments relatifs au jeune et à sa situation qu'avec l'accord de celui-ci et de ses représentants légaux et après les avoir prévenus de ce qu'ils veulent partager et de l'identité des personnes avec qui ils veulent le partager et après avoir vérifié que les intervenants externes soient soumis au secret professionnel.

Art. 7. Le jeune placé a droit au respect de ses convictions religieuses, philosophiques et politiques.

La liberté d'exercer ou de manifester sa religion ou ses convictions ne peut être soumise qu'aux seules restrictions prescrites par la loi et qui sont nécessaires pour préserver la sûreté publique, l'ordre public, la santé et la moralité publiques ou les libertés et droits fondamentaux d'autrui.

Les intervenants ne peuvent en aucun cas imposer leurs convictions philosophiques, religieuses ou politiques au jeune. Le prosélytisme est interdit.

Art. 8. Au plus tard dans les six mois de leur entrée en fonction, l'administration compétente assure une formation de base à tous les membres du personnel de l'I.P.P.J. qui tient compte de leur formation initiale et de la fonction qu'ils seront appelés à exercer au sein de l'institution.

Durant l'exercice de leur fonction, l'administration compétente assure une formation continue à l'attention de tous les membres du personnel. Cette formation consiste en l'approfondissement de certains volets de la formation de base. Elle doit également permettre l'actualisation des savoirs en fonction de l'évolution des connaissances.

La formation de base et la formation continue doivent notamment porter sur le respect des droits et de l'intérêt du jeune.

L'administration compétente favorise la participation des membres du personnel à des formations organisées par d'autres services ou organismes.

Art. 9. Pour chaque jeune placé, il est tenu un dossier. Ce dossier comprend au moins les éléments suivants :

1° les décisions judiciaires liées à la mesure de placement ainsi que l'ensemble des pièces et décisions communiquées par la juridiction de la jeunesse;

2° tous les rapports dont le jeune fait l'objet rédigés par un ou plusieurs membres de l'institution et l'ensemble des éléments que l'I.P.P.J. transmet à la juridiction de la jeunesse;

3° le cas échéant, l'étude sociale transmise par le service de protection judiciaire;

4° les décisions motivées relatives au refus de sorties non encadrées;

5° les décisions de limitation ou d'interdiction de contact avec l'extérieur visées à l'article 45;

6° les décisions dont le jeune fait l'objet dans le cadre du projet éducatif mené à son propos qui ne seraient pas mentionnées dans les rapports transmis à la juridiction de la jeunesse, notamment les décisions relatives aux sanctions visées à l'article 64;

7° les décisions relatives aux mesures d'isolement;

8° les documents relatifs à la scolarité du jeune au sein de l'institution qui justifient que les conditions de l'obligation scolaire sont rencontrées.

Ce dossier peut être consulté sur rendez vous par l'avocat du jeune.

Le jeune peut consulter les pièces de son dossier, à l'exception des éléments relatifs à sa personnalité ou celle de son entourage.

Pour consulter son dossier, il doit être accompagné soit de son avocat soit d'un membre de l'équipe éducative.

La consultation du dossier doit se dérouler dans un lieu approprié à celle-ci.

TITRE III. — Droit d'interpellation, de recours ou de plainte au sein de l'I.P.P.J. et auprès d'instances extérieures à l'I.P.P.J.

Art. 10. § 1^{er}. Sans préjudice de la possibilité prévue à l'article 4 du décret de saisir directement l'administration compétente en cas de non respect des droits du jeune, de sa famille ou de ses familiers, le jeune peut également s'adresser au directeur de l'I.P.P.J. ou à la personne qui exerce la fonction de direction, à propos de toute question et décision qui le concerne personnellement ainsi pour toute sanction négative prise à son égard.

Pour ce faire, le jeune transmet à un membre de l'équipe éducative de son choix une demande écrite sous enveloppe fermée. Ce dernier remet la demande sans délai au directeur.

Dans les 48 heures de la réception du courrier par la Direction, celle-ci remet au jeune une réponse écrite motivée. Une copie de cette réponse est consignée dans le dossier du jeune visé à l'article 9.

§ 2. Dans tous les cas où le jeune se plaint de l'attitude d'un membre du personnel de l'I.P.P.J., le directeur traite la plainte avec équité. En pareil cas, il entend les parties concernées et il prend une décision motivée qu'il communique aux intéressés.

TITRE IV. — Le cadre général

CHAPITRE 1^{er}. — L'offre de prise en charge

Art. 11. Les I.P.P.J. assurent un accueil, à régime ouvert ou fermé dont la durée et les modalités sont décrites dans leur projet pédagogique visé à l'article 13.

Le régime, la durée et les capacités de prise en charge de l'ensemble des I.P.P.J. sont fixées dans l'annexe jointe au présent code.

Toute modification du régime, de la durée ou de la capacité de prise en charge doit faire l'objet d'une approbation par le gouvernement.

CHAPITRE 2. — Le règlement des I.P.P.J.

Art. 12. § 1^{er} - Le règlement des I.P.P.J. est un document reprenant les éléments du présent code liés aux droits et aux devoirs du jeune durant son placement, les étapes de la prise en charge et le descriptif du rôle des différents intervenants.

Il est rédigé dans un langage accessible au jeune.

Il comporte les dispositions communes à toutes les I.P.P.J. ainsi que des rubriques spécifiques qui permettent de prendre en compte les spécificités organisationnelles ou pédagogiques de chacune d'elles.

Il est remis et expliqué par la personne visée à l'article 15, § 1^{er} à chaque jeune lors de son admission.

§ 2. L'administration compétente veille à assurer une large diffusion du règlement.

§ 3. Le règlement des I.P.P.J. et ses éventuelles modifications ultérieures sont approuvés par le Ministre et sont transmis pour information au Conseil communautaire.

CHAPITRE 3 — Le projet pédagogique

Art. 13. § 1^{er}. Les membres du personnel des I.P.P.J. fournissent aux jeunes l'aide, la protection et l'assistance qui leur est nécessaire sur le plan social, éducatif, scolaire, psychologique, philosophique et médical eu égard à leur âge, à leur sexe et à leur personnalité et dans l'intérêt de leur développement harmonieux.

§ 2. Chaque I.P.P.J. développe un projet pédagogique comprenant des actions pédagogiques différenciées tendant à répondre de manière optimale aux besoins des jeunes placés et rencontrant les objectifs visés à l'article 4.

Le projet pédagogique décrit pour chaque type de prise en charge :

1° les objectifs généraux à atteindre;

2° les références théoriques et méthodologiques dans lesquelles s'inscrit l'intervention;

3° les procédures d'admission;

4° les étapes de la prise en charge;

5° les modalités de la prise en charge;

6° les activités pédagogiques et éducatives intra et extra muros;

7° les modalités de collaboration avec la famille, les familiers et les intervenants sociaux qui concourent à la réalisation du projet d'insertion du jeune;

8° les outils d'évaluation du jeune, en ce compris ceux permettant le recueil de sa parole;

9° les critères et modalités d'évaluation de la mise en œuvre du projet pédagogique.

Le projet pédagogique et ses éventuelles modifications ultérieures ne peuvent être mis en œuvre qu'après avoir été approuvés par le Ministre.

Toutefois, l'I.P.P.J. peut expérimenter un nouveau mode de prise en charge, moyennant l'autorisation préalable de l'administration compétente et l'information préalable du Ministre. La prolongation de cette expérimentation au-delà d'une durée d'un an nécessite l'avis du comité pédagogique et l'accord du Ministre.

§ 3. Le Code de déontologie de l'aide à la jeunesse est annexé au projet pédagogique.

TITRE V.— La prise en charge**CHAPITRE 1^{er}. — Les équipes au sein des I.P.P.J.**

Art. 14. § 1^{er} Les I.P.P.J. sont composées :

- 1° de l'équipe de direction composée du directeur et de ses adjoints;
- 2° de l'équipe psycho-médico-sociale;
- 3° des équipes éducatives
- 4° des équipes de formateurs-enseignants en ce inclus les conseillers philosophiques et religieux;
- 5° des équipes de surveillance;
- 6° des agents administratifs;
- 7° du personnel technique et de cuisine.

§ 2. Les rôles et missions de chaque membre du personnel visé au § 1^{er} sont décrits dans le règlement des I.P.P.J. visé à l'article 12.

Chaque membre du personnel explique son rôle au jeune dès l'arrivée de celui-ci dans l'I.P.P.J. Il l'avise du fait que les informations recueillies peuvent être rapportées aux autres membres de l'équipe et à la juridiction de la jeunesse.

§ 3. Les membres du personnel visés au § 1^{er} ne peuvent introduire de tiers dans l'I.P.P.J. sans l'autorisation préalable du directeur de l'institution.

CHAPITRE 2. — L'accueil

Art. 15. § 1^{er}. Dès son arrivée à l'I.P.P.J., et au plus tard dans les 24 heures, chaque jeune est accueilli individuellement par un membre de l'équipe éducative.

Cet entretien vise, notamment, à :

- 1° clarifier les circonstances du placement;
- 2° informer le jeune des rapports dont il fera l'objet, des destinataires de ceux-ci, ainsi que des étapes et du déroulement de la mesure du placement dont il fait l'objet;
- 3° fournir ou rappeler au jeune les coordonnées de son avocat et à l'informer de son droit de communiquer avec lui;
- 4° informer le jeune de l'existence, de la mission et des coordonnées du Délégué général aux droits de l'enfant, ainsi que des modalités selon lesquelles il peut le saisir;
- 5° remettre et expliquer au jeune le règlement des I.P.P.J. Le jeune signe un document par lequel il déclare avoir reçu un exemplaire de ce règlement.

§ 2. Le directeur ou la personne qui exerce la fonction de direction rencontre le jeune au cours de sa première semaine de placement.

Cet entretien vise notamment à vérifier que le jeune est correctement informé du contenu du règlement des I.P.P.J. et de ses droits de communiquer avec son avocat et avec le Délégué général aux droits de l'enfant.

A cet effet, le directeur ou la personne qui exerce la fonction de direction lui fait signer un document qui l'informe de ces droits et qui favorise l'exercice effectif de ceux-ci.

§ 3. Si le jeune ne comprend pas le français, la direction fait appel à tout moyen raisonnable de communication, afin de lui permettre de saisir le contenu des informations qui lui sont données dans une langue qu'il comprend ou de manière intelligible.

Art. 16. A son arrivée, le jeune a droit à un appel téléphonique gratuit à sa famille ou à défaut, à un familier.

Dans les 24 heures, le directeur ou la personne qu'il désigne informe ces derniers par téléphone de l'entrée du jeune au sein de l'I.P.P.J.

Cette information est confirmée par écrit à la famille ou à défaut, à un familier dans les 2 jours ouvrables de l'admission du jeune.

Ces derniers reçoivent par le même courrier les informations relatives aux modalités de contact avec le jeune ainsi qu'avec les intervenants de l'I.P.P.J.

Art. 17. Le service médical examine le jeune le plus rapidement possible et au plus tard dans les trois jours ouvrables de son admission.

Si nécessaire et avec l'accord du jeune, il prend contact avec le médecin traitant du jeune afin d'assurer la continuité des soins et traitements.

Art. 18. Pour chaque jeune pris en charge par un service pour une durée supérieure à un mois, un entretien de clarification avec la juridiction de la jeunesse est organisé. Ce dernier vise à définir les objectifs du placement et à préciser les attentes de chacun.

CHAPITRE 3. — Les effets personnels

Art. 19. § 1^{er}. Le jeune peut disposer des objets personnels qui sont en sa possession lors de son admission pour autant qu'ils soient repris dans la liste des objets autorisés reprise dans le règlement des I.P.P.J.

Tout objet ne figurant pas dans cette liste peut cependant faire l'objet d'une autorisation du directeur.

Les objets interdits sont conservés par l'I.P.P.J. sous la responsabilité de la direction contre un reçu signé.

Le jeune peut demander que les objets dont il est privé soient remis à une personne extérieure. Pour ce faire, le directeur ou la personne qui exerce la fonction de direction fait signer au jeune une demande écrite puis contacte la personne désignée. Celle-ci doit se déplacer pour venir prendre possession des objets. Le directeur ou la personne qui exerce la fonction de direction lui remet les objets contre un reçu.

§ 2. Les ventes entre jeunes sont interdites. Les échanges, prêts, dons entre jeunes sont également interdits, sauf autorisation du directeur.

Art. 20. § 1^{er}. Le jeune est autorisé à porter ses vêtements personnels pendant la durée de son placement.

Toutefois, le règlement des I.P.P.J. peut, pour des activités spécifiques, imposer le port de vêtements spécifiques fournis par l'I.P.P.J.

§ 2. En vue de garantir un respect mutuel au sein de l'I.P.P.J., des limitations au port de certains vêtements sont prévues par le règlement selon des critères qu'il détermine.

En cas de discussion, le directeur tranche le litige par décision motivée. La décision est remise au jeune.

§ 3. L'I.P.P.J. doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les vêtements personnels du jeune soient propres et utilisables.

Art. 21. Le jeune peut se voir remettre des objets, denrées et vêtements venant de l'extérieur de l'I.P.P.J. pour autant qu'ils figurent dans la liste des objets autorisés prévue par le règlement des I.P.P.J. Ces objets, denrées et vêtements peuvent notamment être amenés lors des visites.

En cas de contestation, le directeur ou la personne qui exerce la fonction de direction tranche le litige par décision motivée. Celle-ci est remise au jeune.

En régime fermé, le jeune peut acheter des objets autorisés et des denrées alimentaires. L'I.P.P.J. ne peut pas faire de marge bénéficiaire sur ces transactions.

Art. 22. § 1^{er}. Dans toute I.P.P.J., un compte rubriqué est ouvert au nom du jeune. Il est géré sous la responsabilité du directeur.

Le compte ne peut présenter un solde négatif.

§ 2. L'argent de poche fourni au jeune par la Communauté française est versé sur ce compte.

Le jeune peut recevoir de l'argent de l'extérieur sur ce compte.

Le jeune ne peut pas avoir d'argent de poche sur lui au sein de l'I.P.P.J.

Les jeunes peuvent se faire remettre de l'argent liquide en provenance de leur compte à l'occasion des sorties. Ce compte est soldé lors de la sortie définitive du jeune.

Art. 23. Le jeune a le droit de décorer à sa guise la chambre qui lui est attribuée, pour autant qu'il respecte les dispositions du règlement des I.P.P.J.

Des éléments amovibles de décoration temporaire sont autorisés pour autant qu'ils ne représentent aucun risque pour la sécurité et ne dégradent pas l'espace mis à disposition.

Les affiches, posters, photos, etc. ne peuvent être fixés qu'au tableau d'affichage ou à l'endroit délimité à cet effet; les textes, photos ou images à caractère pornographique ou incitant à la haine ou à la violence ne sont pas autorisés.

CHAPITRE 4. — *La pratique religieuse et philosophique*

Art. 24. § 1^{er}. Le jeune a le droit de pratiquer sa religion ou sa philosophie individuellement ou en communauté avec d'autres, dans le respect des droits d'autrui et des règles de vie quotidienne de l'I.P.P.J.

L'I.P.P.J. veille à faciliter l'exercice de ces pratiques, notamment en ce qui concerne le régime alimentaire et l'observance des temps de jeûne. Elle fournit un local pour la pratique des cultes.

§ 2. Le jeune a droit à l'assistance religieuse, spirituelle ou morale d'un représentant de son culte ou de sa philosophie attaché ou admis à l'I.P.P.J. à cet effet. A son arrivée dans l'I.P.P.J., il fait part de ce choix.

Les conseillers philosophiques et religieux peuvent s'entretenir seuls avec le jeune qui en fait la demande dans sa chambre ou dans le local où il est placé en isolement.

L'assistance religieuse ou morale comprend une dimension individuelle et collective, conformément au profil de fonction des conseillers philosophiques et religieux.

Dans tous les cas, l'assistance ne peut entraîner de prosélytisme auprès du jeune.

Le projet éducatif et le programme pédagogique des conseillers philosophiques et religieux sont portés à la connaissance de la direction de l'I.P.P.J.

CHAPITRE 5. — *L'enseignement*

Art. 25. Tout jeune placé pour une période de plus de 15 jours a le droit de recevoir un enseignement adapté à ses besoins et aptitudes, et propre à préparer une réintégration scolaire.

L'I.P.P.J. intègre, autant que possible et progressivement les jeunes dans les établissements scolaires extérieurs à l'I.P.P.J. ou développe avec ces derniers des collaborations permettant d'obtenir une valorisation ou la certification des aptitudes et compétences acquises par le jeune pendant le placement.

L'I.P.P.J. veille à accompagner les jeunes concernés en vue de l'obtention de l'épreuve générale externe.

Si l'enseignement est dispensé à l'intérieur de l'I.P.P.J., il doit prioritairement l'être par des enseignants qualifiés.

Sans préjudice de l'intérêt du jeune, l'équipe se met en rapport avec l'école fréquentée par le jeune avant son placement de manière à instituer une collaboration pour le suivi du programme et pour favoriser sa réinsertion après la levée du placement. Elle en informe la famille du jeune.

Le directeur accorde une attention particulière aux besoins spécifiques des jeunes illettrés, analphabètes ou ne maîtrisant pas la langue française. Un enseignement adapté leur est dispensé.

Art. 26. L'enseignement dispensé au sein de l'I.P.P.J. est conforme à la loi du 29 juin 1983 relative à l'obligation scolaire et à ses arrêtés d'application

CHAPITRE 6 — *La santé et l'hygiène*

Art. 27. L'alimentation doit être équilibrée et adaptée aux exigences de l'état de santé du jeune.

Le jeune peut disposer d'une nourriture végétarienne.

Art. 28. L'I.P.P.J. incite le jeune à soigner son apparence et son hygiène corporelle et lui fournit les articles de toilette nécessaires à cette fin.

Art. 29. Le jeune est informé de son droit à bénéficier des soins de santé nécessaires à ses besoins. Il a accès à une consultation de médecine générale et des soins infirmiers.

Si nécessaire, il reçoit également des soins spécialisés.

Le jeune a le droit d'obtenir gratuitement les médicaments dont il a besoin et de suivre les traitements et le régime alimentaire qui lui sont prescrits par un médecin.

Art. 30. Le jeune a droit à ce que les soins de santé dispensés avant son placement continuent à l'être de manière équivalente pendant son placement.

L'I.P.P.J. s'assure de la continuité des soins à la fin du placement du jeune.

Art. 31. Lorsqu'il en formule la demande, le jeune est conduit auprès du médecin ou de l'infirmier dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 48 heures de sa demande.

Art. 32. Si elle n'est pas en mesure d'apporter les soins nécessaires, l'I.P.P.J. fait appel à un prestataire de soins extérieur aux frais de l'administration compétente.

Le jeune peut faire appel au prestataire de soins de son choix à ses frais et se faire traiter par celui-ci, pour autant que sa famille ou ses familiers aient marqué leur accord sur cette demande et sur la prise en charge des frais. Dans ce cas, l'équipe de direction veille à ce que le prestataire de soins puisse être contacté au plus vite.

Art. 33. L'administration de médicaments ne peut avoir lieu qu'avec le consentement libre et éclairé du jeune.

Art. 34. Moyennant information et accord préalable du jeune, l'I.P.P.J. informe la famille ou les familiers de celui-ci de l'état de santé du jeune.

Dans le cas de modifications importantes de cet état de santé ou lorsque le jeune est transféré vers un hôpital ou un établissement de soins, le directeur de l'I.P.P.J., ou la personne qu'il désigne avise immédiatement la famille et les familiers du jeune.

Art. 35. Afin de garantir un espace d'écoute et d'expression protégé au jeune qui nécessiterait des soins d'ordre psychothérapeutiques ou psychiatriques, l'I.P.P.J. développe une collaboration optimale avec les institutions du secteur de la santé mentale et garantit l'accès à des consultations psychothérapeutiques ou psychiatriques auprès de professionnels externes à l'I.P.P.J.

La direction assure les conditions nécessaires au respect du secret professionnel entre les professionnels externes et les professionnels de l'I.P.P.J.

Il est incompatible pour un professionnel d'une I.P.P.J. d'exercer simultanément une activité éducative ou psycho-médico-sociale au bénéfice des mêmes jeunes en dehors de l'I.P.P.J.

Sans préjudice des règles déontologiques de chacun, les professionnels externes informent le directeur de tout élément pouvant nuire à la santé ou à la sécurité des jeunes ou du personnel de l'I.P.P.J.

CHAPITRE 7. — *L'argent de poche*

Art. 36. Le jeune placé reçoit de l'argent de poche dont le montant est fixé à 9.50 euros par semaine. Chaque année, au premier janvier, ce montant est adapté à l'indice santé des prix à la consommation.

Cet argent ne peut faire l'objet d'aucune mesure disciplinaire et ne peut pas être retenu par l'I.P.P.J.

Art. 37. L'argent de poche n'est pas dû à un jeune absent sans justification pendant plus de 24 heures. Le jeune récupère son droit à l'argent de poche dès sa réintégration dans l'I.P.P.J.

Art. 38. Il pourra être demandé au jeune d'assumer par son argent de poche une infraction ou une dégradation volontaire des infrastructures, des biens des pairs, de ceux du personnel ou de ceux confiés par l'I.P.P.J. Cette démarche ne peut en aucun cas priver le jeune de ses droits fondamentaux tels que celui de communiquer.

L'épargne de l'argent de poche peut être encouragée avec l'accord du jeune.

Art. 39. L'argent de poche non distribué du fait de l'absence du jeune est exclusivement affecté à la rencontre des besoins individuels des jeunes pris en charge. Cette affectation sera soumise à l'approbation de la direction de l'I.P.P.J.

TITRE VI. — **Les rapports transmis au tribunal de la jeunesse**

Art. 40. Tout jeune placé pour une période excédant 45 jours fait l'objet d'un rapport médico-psychologique établi par l'équipe pluridisciplinaire de l'I.P.P.J.

Ce rapport est communiqué à la juridiction de la jeunesse dans les septante-cinq jours après la date de la prise en charge. Des rapports trimestriels le complètent.

Il comprend les rubriques suivantes :

I. Données relatives au parcours du jeune et à son environnement

1° Situation familiale et relations sociales

2° Scolarité

3° Faits et mesure antérieurs

II. Données relatives aux circonstances du placement

1° Faits reprochés

2° Attitude du jeune

3° Avis de la famille

III. Observations réalisées durant le placement

1° Synthèse de l'examen psychologique

2° Avis du médecin psychiatre

3° Comportement et apprentissage dans le groupe de vie et évaluations des sorties encadrés

4° Comportements et attitudes lors des activités scolaires

5° Relations avec le milieu familial et évaluations des sorties non encadrées

6° Evolution du jeune quant à la prise de conscience des faits qui lui sont reprochés et des conséquences pour la victime

IV Conclusions

1° Projet du jeune et réaction de celui-ci quant aux propositions de l'équipe pluridisciplinaire

2° Avis et fonctions des intervenants présents à la réunion de synthèse

3° Avis de la famille ou des familiers quant aux propositions de l'équipe pluridisciplinaire

4° Programme éducatif individuel : propositions de l'équipe pluridisciplinaire

Art. 41. Tout jeune placé pour une période inférieure ou égale à 45 jours fait l'objet d'un rapport d'observation ou d'orientation établi par l'équipe pluridisciplinaire de l'I.P.P.J.

Ce rapport est transmis à la juridiction de la jeunesse dans les meilleurs délais et au plus tard, un jour ouvrable avant la fin de la mesure de placement ou le cas échéant, au plus tard un jour ouvrable avant le passage devant la juridiction de la jeunesse.

Il comprend les rubriques suivantes :

I. Données relatives au parcours du jeune et à son environnement

1° Situation familiale et relations sociales

2° Scolarité

3° Faits et mesures antérieurs

II. Données relatives aux circonstances du placement

1° Faits reprochés

2° Attitude du jeune

3° Avis éventuel de la famille

III. Observations réalisées durant le placement

1° Synthèse de l'examen psychologique éventuel

2° Comportements et attitudes dans le groupe de vie et évaluations des sorties encadrées

3° Comportements et apprentissage lors des activités scolaires éventuelles

4° Relations avec le milieu familial et évaluation des sorties non encadrées éventuelles

5° Evolution du jeune quant à la prise de conscience des faits qui lui sont reprochés et les conséquences pour la victime

6° Avis du jeune

IV Conclusions

Propositions de l'équipe pluridisciplinaire

Projet du jeune et réaction de celui-ci quant aux propositions de l'équipe pluridisciplinaire

Art. 42. Une copie des rapports visés aux articles 40 et 41 est transmise au Directeur de l'aide à la jeunesse compétent ou pour la Région bruxelloise au service social compétent et à l'avocat du jeune dans les mêmes délais.

TITRE VII. — Les contacts avec l'extérieur

Art. 43. Sauf décision contraire écrite de la juridiction de la jeunesse, tout jeune a le droit d'avoir des contacts avec des personnes de son choix extérieurs à l'I.P.P.J. selon les modalités fixées par le présent code.

L'I.P.P.J. facilite les contacts du jeune avec l'ensemble des personnes et institutions permettant de construire son projet de réinsertion.

Dès la formulation de la demande de contact, l'I.P.P.J. peut solliciter une limitation ou une interdiction de contact auprès de la juridiction de la jeunesse lorsqu'elle estime que ce contact est susceptible de nuire au jeune ou d'avoir une influence négative sur le travail éducatif réalisé avec lui.

L'I.P.P.J. motive sa demande et précise le type de contact qu'elle veut limiter ou interdire.

Dans l'attente de la décision de la juridiction de la jeunesse, l'I.P.P.J. peut interdire ou limiter le contact.

L'absence de réaction de la juridiction de la jeunesse dans un délai de deux jours ouvrables annule l'interdiction ou la limitation du contact.

Le délai est porté à 5 jours dans le cas d'une interdiction ou limitation temporaire de visite visée à l'article 46.

La décision de la juridiction de la jeunesse est remise au jeune.

CHAPITRE 1^{er}. — La correspondance

Art. 44. Le secret de la correspondance est garanti.

Sans préjudice de l'article 43, le jeune a le droit de correspondre gratuitement avec toute personne de son choix. A cette fin, l'I.P.P.J. lui fournit du papier, de quoi écrire, des enveloppes et les timbres.

Les envois et courriers qui contiennent davantage que des lettres peuvent faire l'objet de contrôle par l'équipe de direction. Dans ce cas, le jeune est invité à ouvrir l'envoi en présence d'un membre de l'équipe de direction qui, en fonction du risque encouru en regard de la sécurité, peut exiger la remise des objets ou substances qui accompagnent la lettre.

CHAPITRE 2. — Les visites

Art. 45. Sans préjudice de l'article 43, le jeune a le droit de recevoir la visite des personnes de son choix aux moments fixés par chaque I.P.P.J.

Si le jeune bénéficie de sorties, il doit pouvoir bénéficier d'au moins une heure de visite par semaine selon les modalités définies par l'I.P.P.J.

Si le jeune ne bénéficie pas de sorties, il doit pouvoir bénéficier d'au moins deux heures de visite par semaine selon les modalités définies par l'I.P.P.J.

La possibilité d'une visite supplémentaire sur rendez vous est garantie par l'I.P.P.J.

A minima pendant la moitié de la durée de la visite, la confidentialité est assurée et aucun contrôle autre que visuel ne peut être exercé par les membres du personnel de l'I.P.P.J.

Art. 46. § 1^{er}. En cas de risques pour la sécurité ou le maintien de l'ordre de l'institution, le directeur peut, conformément à l'article 43 alinéas 3 à 7, interdire l'entrée d'un visiteur ou imposer la présence continue d'un membre du personnel durant la visite.

§ 2. En vue du maintien de l'ordre et de la sécurité, le directeur peut limiter le nombre de personnes admises en même temps auprès du jeune.

Pour les mêmes raisons, il peut imposer aux visiteurs de présenter leur document d'identité et de déposer leurs effets dans un endroit fermé à clef. La clef est remise aux visiteurs qui la retournent après avoir récupéré leurs effets lorsqu'ils quittent l'établissement.

§ 3. En outre, il peut être mis fin prématurément à une visite lorsque le visiteur ou le jeune accomplit des actes qui sont contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Art. 47. Un registre des visites est tenu. Il reprend l'ensemble des visites et les motivations en cas de limitation ou d'interdiction de celles-ci.

Art. 48. Les visites aux jeunes par les personnes suivantes ne sont limitées ni dans leur nombre ni dans leur durée :

- 1° le juge de la jeunesse;
- 2° l'avocat du jeune;
- 3° le tuteur du jeune s'il s'agit d'un mineur étranger non accompagné;
- 4° les parlementaires;
- 5° les agents consulaires et du corps diplomatique du pays dont est originaire le jeune;
- 6° le Conseiller de l'aide à la jeunesse ou la personne qu'il délègue;
- 7° le Directeur de l'aide à la jeunesse ou la personne qu'il délègue;
- 8° le Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant ou son représentant;
- 9° les services agréés de l'aide à la jeunesse en ce compris les services droits des jeunes.

Elles doivent être annoncées à la direction.

CHAPITRE 3. — *Le téléphone*

Art. 49. Sans préjudice de l'article 43, le jeune a le droit de téléphoner gratuitement au moins trois fois dix minutes par semaine à des personnes de son choix, aux moments fixés par chaque I.P.P.J.

En outre, le jeune peut appeler gratuitement, autant de fois que cela est nécessaire, et sans durée limitée, pour autant que ces appels ne perturbent pas le déroulement d'une activité, les personnes suivantes :

- 1° son avocat;
- 2° son tuteur s'il s'agit d'un mineur étranger non accompagné;
- 3° le juge de la jeunesse;
- 4° les agents consulaires et du corps diplomatique du pays dont est originaire le jeune;
- 5° la direction générale de l'aide à la jeunesse ou la personne qu'elle délègue;
- 6° le Conseiller de l'aide à la jeunesse ou la personne qu'il délègue;
- 7° le Directeur de l'aide à la jeunesse ou la personne qu'il délègue;
- 8° le Délégué général aux droits de l'enfant ou son représentant;
- 9° les services agréés de l'aide à la jeunesse en ce compris les services droits des jeunes.

Si une des personnes reprises dans cette liste appelle l'I.P.P.J. pour s'entretenir avec le jeune, il est fait droit à la demande. Si le jeune n'est pas immédiatement disponible, l'institution veille à ce qu'il puisse rappeler l'interlocuteur dans les plus brefs délais.

L'ensemble des communications téléphoniques du jeune sont privées et confidentielles. Elles ne peuvent pas être écoutées.

TITRE VIII. — Les sorties

CHAPITRE 1^{er}. — *Les sorties du régime éducatif fermé*

Art. 50. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 19^{ter} du décret, la nature, la fréquence et les modalités d'obtention et de mise en œuvre des sorties du régime éducatif fermé sont fixés par l'I.P.P.J. dans son projet pédagogique.

§ 2. Les sorties non encadrées par un intervenant de l'I.P.P.J. font l'objet d'un programme individuel établi à l'initiative de l'I.P.P.J.

Chaque sortie non encadrée par un intervenant de l'I.P.P.J. fait l'objet d'une préparation avec le jeune et, le cas échéant avec sa famille ou ses familiers. Une évaluation du déroulement de la sortie et de l'atteinte des objectifs fixés au préalable est systématiquement réalisée à l'issue de celle-ci. L'I.P.P.J. inclut ses évaluations dans les rapports communiqués à la juridiction de la jeunesse.

§ 3. La direction de l'I.P.P.J. informe la juridiction de la jeunesse dans les meilleurs délais lorsqu'un événement grave ou significatif survient dans le cadre d'une sortie. En outre, la direction informe la juridiction de tout élément qui modifie le contexte dans lequel la sortie a été autorisée par celui-ci.

§ 4. Les activités qui ne sont pas prévues par le projet pédagogique font l'objet d'une demande au cas par cas auprès de la juridiction de la jeunesse en précisant le type d'encadrement prévu .

§ 5. Pour toute sortie non encadrée de plus de trois jours ainsi que pour les activités à l'étranger, la juridiction de la jeunesse est informée de la durée de la sortie ou de l'activité ainsi que du lieu de destination du jeune.

CHAPITRE 2. — *Les sorties du régime éducatif ouvert*

Art. 51. . § 1^{er}. Sauf décision contraire motivée de la juridiction de la jeunesse, chaque jeune, placé en régime éducatif ouvert pour une durée supérieure à 15 jours, bénéficie de sorties dont les modalités sont fixées par l'I.P.P.J. dans son projet pédagogique.

§ 2. Les sorties non encadrées par un intervenant de l'I.P.P.J. font l'objet d'un programme individuel établi à l'initiative de l'I.P.P.J.

Chaque sortie non encadrée par un intervenant de l'I.P.P.J. fait l'objet d'une préparation avec le jeune et, le cas échéant avec sa famille. Une évaluation du déroulement de la sortie et de l'atteinte des objectifs fixés au préalable est systématiquement réalisée à l'issue de celle-ci. L'I.P.P.J. inclut ses évaluations dans les rapports communiqués à la juridiction de la jeunesse.

§ 3. La direction de l'I.P.P.J. informe la juridiction de la jeunesse dans les meilleurs délais lorsqu'un événement grave ou significatif survient dans le cadre d'une sortie. En outre, la direction informe le tribunal de tout élément qui modifie le contexte dans lequel la sortie a été autorisée par celui-ci.

§ 4. Les activités qui ne sont pas prévues par le projet pédagogique font l'objet d'une demande au cas par cas auprès de la juridiction de la jeunesse en précisant le type d'encadrement prévu .

§ 5. Pour toute sortie non encadrée de plus de trois jours ainsi que pour les activités à l'étranger, la juridiction de la jeunesse est informée de la durée de la sortie ou de l'activité ainsi que du lieu de destination du jeune.

TITRE IX. — Les fouilles

Art. 52. § 1^{er}. Si des indices laissent supposer que le jeune détient des substances ou objets qu'il n'a pas le droit d'avoir en sa possession parce qu'ils ne figurent pas dans la liste des objets autorisés reprise dans le règlement des I.P.P.J., le directeur ou la personne qui exerce la fonction de direction peut ordonner une fouille des vêtements ou des effets personnels par des membres du personnel mandatés par lui à cet effet.

§ 2. La fouille des vêtements ou des effets personnels ne peut avoir un caractère vexatoire et doit se dérouler dans le respect de la dignité du jeune.

§ 3. Si la fouille des vêtements ou des effets personnels du jeune permet de découvrir des objets ou substances qu'il n'a pas le droit d'avoir en sa possession, ceux-ci sont saisis.

Contre remise d'un reçu, ils sont conservés au profit du jeune. Les objets ou substances susceptibles de prévenir ou d'établir des faits punissables sont remis aux autorités compétentes. Dans ce dernier cas, l'I.P.P.J. en informe la juridiction de la jeunesse et l'avocat du jeune.

Art. 53. § 1^{er}. Si des indices laissent supposer que le jeune détient des substances ou objets qu'il n'a pas le droit d'avoir en sa possession parce qu'ils ne figurent pas dans la liste des objets autorisés reprise dans le règlement des I.P.P.J., le directeur peut ordonner une fouille de sa chambre par des membres du personnel mandatés par lui à cet effet.

§ 2. La fouille de la chambre ne peut avoir un caractère vexatoire et doit se dérouler dans le respect de la dignité du jeune. Elle doit faire l'objet d'une information à ce dernier.

§ 3. Si la fouille de la chambre permet de découvrir des objets ou substances que le jeune n'a pas le droit d'avoir en sa possession, ceux-ci sont saisis.

Contre remise d'un reçu, ils sont conservés au profit du jeune. Les objets ou substances susceptibles de prévenir ou d'établir des faits punissables sont remis aux autorités compétentes. Dans ce dernier cas, l'I.P.P.J. en informe la juridiction de la jeunesse et l'avocat du jeune.

Art. 54. Tout autre type de fouilles que celles visées aux articles 52 et 53 est interdit.

Si des indices laissent supposer que le jeune est en possession d'objets qu'il n'a pas le droit d'avoir en sa possession, et qui n'auraient pas été trouvés via la fouille de la chambre, des vêtements ou des effets personnels, le directeur peut faire appel aux services de police.

Il en informe la juridiction de la jeunesse et l'avocat du jeune.

TITRE X. — La mesure d'isolement

Art. 55. Une mesure d'isolement dans des locaux spécifiques ne peut être prise par la direction d'une I.P.P.J. à l'égard d'un jeune que dans le cadre d'une mesure de placement en régime ouvert ou fermé au sein d'une I.P.P.J. et uniquement lorsque le jeune compromet sa sécurité physique ou celle des autres jeunes, du personnel ou des visiteurs.

La direction ne peut ordonner une mesure d'isolement à titre de sanction.

La direction informe sur-le-champ le tribunal de la jeunesse en charge du dossier du placement du jeune en isolement. Elle en informe également son avocat.

La direction confirme la mesure par un rapport écrit adressé à la juridiction de la jeunesse et à l'avocat du jeune. Un rapport écrit est transmis à l'administration compétente.

La direction ne peut prolonger la mesure d'isolement au-delà d'une durée de vingt-quatre heures sans l'accord de la juridiction de la jeunesse. Cette mesure ne peut dépasser un délai de trois jours.

Exceptionnellement, lorsqu'aucune autre forme de prise en charge n'est possible et pour des raisons dûment motivées, la direction peut prolonger la mesure pour une durée supplémentaire, moyennant l'accord écrit de la juridiction de la jeunesse. A cet effet, la direction lui transmet la demande incluant l'accord d'un médecin après que celui-ci ait examiné le jeune. La durée totale de la mesure d'isolement ne pourra en aucun cas excéder 8 jours.

La mesure est levée dès que cesse la situation qui la motive. Le directeur en informe par écrit le tribunal de la jeunesse ainsi que l'administration compétente et l'avocat du jeune.

Art. 56. La mesure d'isolement s'effectue dans des locaux spécifiques permettant d'isoler momentanément un jeune.

Ces locaux spécifiques répondent aux normes suivantes :

- 1° être régulièrement entretenus, chauffés et ventilés; la température ne peut être inférieure à 18°;
- 2° être éclairés naturellement; en outre un éclairage électrique suffisant doit être prévu;
- 3° permettre l'accès à des installations sanitaires garantissant la sécurité et l'hygiène;
- 4° avoir les dimensions minimales suivantes : 9 m² de surface et 22 m³ de volume par local;

5° ils doivent comprendre au minimum un lit, une table et un siège fixés au sol et ne permettant pas d'atteindre les luminaires;

6° les appareils de chauffage et de ventilation sont placés dans un local technique séparé.

En outre, des mesures nécessaires doivent être prises dans chacun de ces locaux pour prévenir les risques d'incendie ainsi que pour assurer l'évacuation en cas de sinistre;

Art. 57. Le jeune faisant l'objet d'une mesure d'isolement bénéficie du même régime que les autres jeunes placés à l'I.P.P.J., en matière d'alimentation, d'hygiène, de soins médicaux et d'argent de poche.

Sans préjudice de l'article 43, la mesure d'isolement ne prive pas le jeune du droit de correspondre avec l'extérieur, des visites et du droit de téléphoner, sauf si ces droits sont suspendus ou font l'objet d'une restriction par décision motivée du directeur, justifiée par les besoins du maintien de l'ordre et de la sécurité.

Art. 58. Le jeune faisant l'objet d'une mesure d'isolement reçoit la visite quotidienne d'un membre de l'équipe de direction et d'un membre de l'équipe psycho-médico-sociale.

Durant les week-ends ou les jours fériés, la visite d'un membre de l'équipe psycho-médico-sociale peut être remplacée par celle d'un membre de l'équipe éducative.

Il reçoit la visite d'un membre de l'équipe éducative toutes les deux heures entre 8 et 22 heures.

Pendant la période d'isolement, l'équipe éducative procède avec lui à des entretiens individuels et à des activités éducatives, en ce compris, le cas échéant, des activités individuelles encadrées à l'intérieur de l'I.P.P.J.

Le personnel assure une surveillance régulière en vue de garantir la sécurité du jeune.

Art. 59. Pendant la mesure d'isolement, le jeune ne peut être en possession d'objets susceptibles de mettre en péril sa propre sécurité et celle d'autrui.

Il reçoit une tenue vestimentaire garantissant sa sécurité physique. Cette tenue doit être décente et non stigmatisante. Au moment du coucher, le jeune reçoit un pyjama répondant aux mêmes critères.

Art. 60. L'I.P.P.J. tient un registre des mesures d'isolement.

Toute mesure fait l'objet d'une inscription dans ce registre précisant :

- 1° l'identité du jeune;
- 2° l'identité du membre de la direction qui autorise la mesure d'isolement;
- 3° la date et l'heure du début de la mesure;
- 4° une motivation détaillée relative aux éléments ayant entraîné la mesure;
- 5° la date et l'heure du rapport écrit adressé à la juridiction de la jeunesse et à l'avocat du jeune;
- 6° dans le cas d'une prolongation au-delà de 24h, la date et l'heure de l'accord de l'autorité de placement;
- 7° dans le cas d'une prolongation au-delà de 3 jours, la date et l'heure de l'accord écrit et motivé de la juridiction de la jeunesse.
- 8° la date et l'heure de la fin de la mesure;
- 9° les heures des visites des membres de l'équipe éducative, l'identité de l'éducateur et les observations ou activités réalisées;
- 10° les heures des visites quotidiennes d'un membre de l'équipe psycho-médico-sociale, l'identité de ce dernier et les observations réalisées;
- 11° les heures des visites quotidiennes d'un membre de l'équipe de direction, l'identité de ce dernier et les observations réalisées.

Le registre des mesures d'isolement doit pouvoir être consulté à tout moment par les agents de l'administration compétente visés à l'article 80 du présent code et par le Délégué général aux droits de l'enfant.

Le registre peut également être consulté par l'avocat du jeune.

Chaque année, dans le courant du mois de janvier, le directeur de l'I.P.P.J. transmet à l'administration compétente un rapport relatif aux mesures d'isolement au cours de l'année précédente. Ce rapport précise notamment le nombre de mesures, leur durée, le nombre de jeunes concernés et les raisons qui ont justifié les mesures.

A la demande du Ministre, l'administration compétente lui transmet copie de ce rapport.

TITRE XI. — Les sanctions positives ou négatives des comportements

Art. 61. L'équipe pluridisciplinaire de l'I.P.P.J. garantit une approche individualisée des comportements positifs et négatifs de chaque jeune placé, tenant compte de sa personnalité. Toute sanction présente nécessairement une dimension éducative et contribue à la finalité d'éducation et de réinsertion du placement.

La sanction positive des comportements est favorisée.

L'I.P.P.J. privilégie une approche restauratrice et réparatrice de la sanction.

Art. 62. Le règlement des I.P.P.J. reprend une liste des comportements pouvant donner lieu à une sanction négative.

Une sanction négative ne peut être prononcée que si, d'une part, le comportement reproché au jeune est établi avec certitude et, d'autre part, que ce comportement figure parmi les comportements incriminés dans le règlement des I.P.P.J.

Les démarches et sorties visant la réinsertion du jeune (familiale, institutionnelle, scolaire ou professionnelle) ne peuvent être utilisées ni comme sanctions positives ni comme sanctions négatives consécutives aux appréciations du comportement du jeune au sein de l'I.P.P.J.

Art. 63. Le règlement des I.P.P.J. reprend une liste exhaustive des sanctions positives et négatives en vigueur.

Les sanctions collectives sont interdites.

Sans préjudice de l'article 43, une sanction négative ne peut priver le jeune du droit de correspondre avec l'extérieur, des visites et du droit de téléphoner, sauf si ces droits sont suspendus ou font l'objet d'une restriction par décision motivée du directeur, justifiées par les besoins du maintien de l'ordre et de la sécurité.

En outre, une sanction ne peut consister en la confiscation ou la suppression de l'argent de poche.

La sanction négative ne peut avoir un caractère humiliant ou vexatoire.

Art. 64. Les sanctions entraînant une modification du régime habituel de prise en charge de plus de trois heures ne peuvent être prises que par un membre de la direction, sans délégation possible.

Art. 65. Pour les sanctions entraînant une modification du régime habituel de prise en charge de plus de 24 heures, une décision motivée écrite du directeur est systématiquement remise au jeune.

Dans sa décision motivée, le directeur indique le contexte et les raisons qui justifient le choix de la sanction négative.

Une copie de la décision motivée est consignée dans le dossier visé à l'article 9.

Art. 66. Il est tenu dans chaque service de chaque I.P.P.J. un registre des sanctions négatives. Y sont consignées l'ensemble des sanctions négatives entraînant une modification du régime habituel de prise en charge de plus de trois heures.

Ce registre précise pour chaque sanction :

- 1° l'identité du jeune;
- 2° la date et l'heure du début de la sanction;
- 3° l'identité du membre de la direction qui autorise la sanction;
- 4° une motivation détaillée relative aux éléments ayant entraîné la mesure;
- 5° la nature, le contenu et la durée de la sanction;
- 6° la date et l'heure de la fin de la sanction.

Le registre ne contient aucune donnée médicale à caractère personnel.

Il doit pouvoir être consulté à tout moment par le Ministre ou par son délégué ainsi que par les agents de l'administration compétente visés à l'article 80 du présent arrêté.

Le registre peut également être consulté par l'avocat du jeune.

Chaque année, dans le courant du mois de janvier, le directeur de l'I.P.P.J. transmet à l'administration compétente un rapport relatif aux sanctions négatives au cours de l'année précédente. Ce rapport précise notamment le nombre de sanctions, leur nature, leur durée, le nombre de jeunes concernés et les raisons qui ont justifié les mesures.

A la demande du Ministre, l'administration compétente lui transmet copie de ce rapport

TITRE XII. — Les absences non autorisées

Art. 67. La direction de l'I.P.P.J. avise les forces de l'ordre du territoire de l'I.P.P.J. concerné et la juridiction de la jeunesse, de toute absence non autorisée dans les délais suivants :

- 1° immédiatement s'il s'agit d'une absence non autorisée d'un service à régime fermé;
 - 2° endéans les 12 heures s'il s'agit d'une absence non autorisée d'un service à régime ouvert;
- L'I.P.P.J. prévient simultanément la famille ou les familiers et sollicite leur collaboration.

Art. 68. § 1^{er}. La place d'un jeune absent sans autorisation d'un service d'accueil à régime ouvert peut être maintenue pendant vingt-quatre heures à compter du moment où la juridiction de la jeunesse a été informée de cette absence.

La place d'un jeune absent sans autorisation d'un service d'orientation à régime ouvert peut être maintenue pendant 3 jours à compter du moment où la juridiction de la jeunesse a été informée de cette absence.

La place d'un jeune absent sans autorisation d'un service d'éducation à régime ouvert peut être maintenue pendant 10 jours à compter du moment où la juridiction de la jeunesse a été informée de cette absence.

Au terme des délais visés aux alinéas précédents, la place du jeune est déclarée vacante. La réintégration éventuelle du jeune absent est subordonnée à une nouvelle décision de la juridiction de la jeunesse, dans le respect des procédures d'admission décrites par le projet pédagogique de l'I.P.P.J.

§ 2. La place d'un jeune absent sans autorisation d'un service à régime fermé doit être maintenue tant que la mesure n'a pas été modifiée par la juridiction de la jeunesse.

La place est cependant déclarée vacante lorsque le jeune est toujours absent sans autorisation au terme de la mesure de placement décidée par la juridiction de la jeunesse.

La réintégration éventuelle du jeune absent est subordonnée à une nouvelle décision de la juridiction de la jeunesse dans le respect des procédures d'admission décrites par le projet pédagogique de l'I.P.P.J.

§ 3. Lorsque la place est déclarée vacante, l'I.P.P.J. en informe le directeur de l'aide à la jeunesse et le tribunal.

Art. 69. L'I.P.P.J. informe la famille, les forces de l'ordre et la juridiction de la jeunesse de toute réintégration.

A chaque réintégration, l'I.P.P.J. organise un accueil spécifique par l'équipe éducative du jeune, tel que défini dans le projet pédagogique.

Le programme éducatif du jeune peut être revu après sa réintégration.

TITRE XIII. — La collaboration des I.P.P.J. avec les autorités judiciaires et l'ensemble des services du secteur de l'aide à la jeunesse

Art. 70. L'administration compétente met à la disposition de la juridiction de la jeunesse et de l'ensemble des services du secteur de l'aide à la Jeunesse les brochures de présentation des I.P.P.J., les projets pédagogiques de chacune des I.P.P.J. ainsi que le résumé des procédures d'admission dans l'ensemble des services des I.P.P.J.

Art. 71. La direction des I.P.P.J. transmet les données relatives aux prises en charge disponibles et en cours au sein de l'I.P.P.J. à l'administration compétente selon les modalités déterminées par celle-ci.

Art. 72. § 1^{er}. Le directeur de l'I.P.P.J. veille à la collaboration optimale avec la juridiction de la jeunesse et l'ensemble des services du secteur de l'Aide à la Jeunesse

§ 2. Le directeur de l'I.P.P.J. veille à la collaboration avec les commissions jeunesse créées au sein de chaque barreau.

Il veille notamment à organiser conjointement avec les barreaux et/ou les services droits des jeunes une permanence juridique à l'attention des jeunes.

TITRE XIV. — L'évaluation, la participation et les pratiques innovantes en I.P.P.J.

Art. 73. Les I.P.P.J. œuvrent à l'amélioration constante de la qualité de l'aide apportée aux jeunes en veillant à la participation de ceux-ci, de leur famille et de leur familier aux décisions qui les concernent, en développant des pratiques innovantes et en évaluant régulièrement leur dispositif.

CHAPITRE 1^{er}. — *Les comités pédagogiques*

Art. 74. Un comité pédagogique est mis en place au sein de chaque I.P.P.J.

Il a pour missions :

- 1° d'élaborer le projet pédagogique et d'examiner les propositions de modification de celui-ci;
- 2° de proposer l'introduction de nouvelles pratiques psycho-pédagogiques en vue d'améliorer la qualité de l'aide fournie aux jeunes;
- 3° d'évaluer le recueil de la parole des jeunes;
- 4° de proposer l'organisation de réunions avec des partenaires publics ou agréés en vue d'échanger sur les pratiques professionnelles et de proposer les thématiques et questions traitées dans ce cadre.

Art. 75. § 1^{er}. Les comités pédagogiques sont composés :

- 1° du Directeur général de l'Aide à la Jeunesse ou de son représentant et de deux membres du personnel de niveau 1 de la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse;
- 2° d'un représentant du Ministre;
- 3° du directeur de l'I.P.P.J. et des membres de l'équipe de direction qui ont le suivi pédagogique dans leurs attributions;
- 4° d'un ou deux membres des équipes éducatives et pédagogiques de l'I.P.P.J. par service;
- 5° d'un ou deux membres de l'équipe psycho-médico-sociale de l'I.P.P.J. par type de prise en charge;
- 6° d'un ou deux membres de l'équipe de surveillance de l'I.P.P.J.;
- 7° d'un représentant de chacune des organisations syndicales représentatives faisant partie du personnel de l'I.P.P.J.;
- 8° de deux à quatre représentants de l'Union francophone des Magistrats de la Jeunesse dont au moins un représentant des tribunaux de la jeunesse et au moins un représentant des parquets de la jeunesse;
- 9° d'un représentant des sections sociales des services de protection judiciaire.

Les membres visés aux points 4° à 6° et 9° sont désignés par leurs pairs. Les membres visés aux points 7° et 8° sont désignés par les autorités compétentes des organisations syndicales représentatives et de l'Union Francophone des Magistrats de la Jeunesse.

Les membres visés aux points 4° à 9° peuvent être remplacés par un membre suppléant désigné selon les mêmes modalités que le membre titulaire.

§ 2. Le Ministre et le président du comité pédagogique peuvent inviter des experts à participer aux travaux du comité pédagogique.

Art. 76. Le fonctionnaire dirigeant de l'administration compétente ou son représentant assure la présidence des comités pédagogiques.

L'administration compétente assure le secrétariat des réunions du comité pédagogique.

Le président réunit le comité pédagogique au moins une fois tous les trois ans. Lorsqu'au moins quatre membres du comité en font la demande motivée, le Président réunit le comité pédagogique dans les deux mois de la demande.

CHAPITRE 2. — *Les réunions pédagogiques entre I.P.P.J.*

Art. 77. L'administration compétente organise chaque année au moins deux réunions pédagogiques ou méthodologiques associant plusieurs I.P.P.J. ou les I.P.P.J. et les autres services du secteur de l'aide à la jeunesse.

Ces réunions visent à favoriser l'échange sur les pratiques et à évaluer ces dernières.

La Direction générale de l'aide à la jeunesse peut inviter à ces réunions les personnes mentionnées à l'article 75, § 1^{er} et des experts.

CHAPITRE 3. — *L'évaluation des projets et pratiques pédagogiques*

Art. 78. Tous les trois ans, l'administration compétente communique au Ministre un rapport d'évaluation comprenant :

- 1° la synthèse des débats des comités pédagogiques;
- 2° la synthèse des débats des réunions pédagogiques entre I.P.P.J.;
- 3° le relevé des propositions de modification des projets pédagogiques;
- 4° un avis éventuel sur l'adéquation des projets pédagogiques aux besoins spécifiques des jeunes, en particulier en ce qui concerne les critères et durées de prise en charge fixés par les projets pédagogiques;
- 5° une synthèse des avis et recherches éventuels rendus à l'administration compétente par des experts;
- 6° une synthèse des évaluations de l'application des dispositions réglementaires et en particulier celles du présent code, réalisées notamment par le biais d'inspections in situ;
- 7° la synthèse des évaluations pédagogiques internes de chaque I.P.P.J. réalisées par le directeur de chacune de celles-ci dont les modalités sont fixées par l'administration compétente;
- 8° la synthèse du recueil de la parole des jeunes réalisée par le directeur de chaque I.P.P.J.

Une copie de ce rapport est envoyée au CCAJ.

CHAPITRE 4. — *La participation*

Art. 79. Le personnel des I.P.P.J. favorise l'expression du jeune, en particulier sur les conditions de son placement.

Le directeur de l'I.P.P.J. organise le recueil de la parole des jeunes en veillant à respecter les principes suivants :

- 1° le recueil doit concerner tous les jeunes;
- 2° le jeune ne peut être contraint à s'exprimer. Cependant, son expression est favorisée;
- 3° le jeune doit pouvoir s'exprimer sur le contenu de sa prise en charge, sur le règlement et le fonctionnement institutionnels;
- 4° les jeunes reçoivent la garantie de l'anonymat de leur parole. Ils sont informés de l'intérêt et de l'utilisation de ce recueil;
- 5° les modalités du recueil et de l'analyse de la parole des jeunes doivent permettre une communication structurée et une réflexion sur les questions posées par les jeunes.

TITRE XV. — Evaluation du respect des dispositions du code et gestion des plaintes

Art. 80. Les agents désignés par l'administration compétente sont chargés de vérifier la mise en œuvre et le respect de l'ensemble des dispositions du présent code dans chacune des I.P.P.J.

Cette vérification est effectuée notamment par le biais d'une présence régulière sur le terrain.

Art. 81. Lorsqu'elle est saisie d'une plainte émanant d'un jeune, de sa famille, de ses familiers ou d'un tiers, l'administration compétente statue dans un délai raisonnable et dans tous les cas dans les dix jours ouvrables lorsque la plainte émane du jeune lui-même durant son placement.

La direction générale de l'aide à la jeunesse ou la personne qu'elle délègue peut à cet effet rencontrer les jeunes dans le cadre de ses investigations. Dans ce cadre d'intervention, les visites à ce jeune en I.P.P.J. ne sont pas limitées ni dans leur nombre ni dans leur durée.

TITRE XVI. — Dispositions finales et abrogatoires

Art. 82. Les dispositions suivantes sont abrogées :

- 1° l'arrêté du 14 mai 2009 relatif aux I.P.P.J.;
- 2° l'arrêté du 25 mai 1999 fixant le règlement général du groupe des I.P.P.J.;
- 3° l'arrêté du 21 mars 1997 réglant les modalités d'isolement dans les I.P.P.J. organisant le contrôle de ces modalités et fixant les normes applicables aux locaux;
- 4° l'arrêté du 10 mai 1991 créant les I.P.P.J. à régime ouvert et fermé de la Communauté française;
- 5° les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du 12 juillet 1996 fixant la composition de l'équipe pluridisciplinaire des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, et déterminant les rubriques que doivent comprendre le rapport médico-psychologique et l'étude sociale dont font l'objet les jeunes confiés au groupe de ces institutions.

Art. 83. Le présent arrêté entre en vigueur au 1^{er} mai 2014 à l'exception de l'article 12 qui entrera en vigueur un an après la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 mars 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE
La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

Annexe : Tableau des durées et capacités de prise en charge dans les I.P.P.J.

Annexe de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française
relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse visé à l'article 19bis
du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse

Régime, durée et capacités de prise en charge de l'ensemble des I.P.P.J.

Actions pédagogiques	I.P.P.J. de Braine-le-Château	I.P.P.J. de Fraipont	I.P.P.J. de Jumet	I.P.P.J. de Saint-Servais	I.P.P.J. de Wauthier-Braine	TOTAL
Accueil régime ouvert – 15 jours		10		10	10	30
Orientation régime ouvert – 40 jours			10		10	20
Education régime ouvert – durée indéterminée		36	12	24	22	94
TOTAL Régime ouvert	0	46	22	34	42	144
Observation et évaluation régime fermé – 30 jours	10					10
Observation et orientation régime fermé – 3 mois		10				10

Actions pédagogiques	I.P.P.J. de Braine-le-Château	I.P.P.J. de Fraipont	I.P.P.J. de Jumet	I.P.P.J. de Saint-Servais	I.P.P.J. de Wauthier-Braine	TOTAL
Individualisation régime fermé – 42 jours				4(+1)		4(+1)
Observation et développement émotionnel et relationnel – 3 mois					10	10
Education régime fermé – durée indéterminée	30(+3)					30(+3)
TOTAL Régime fermé	40 (+3)	10	0	4(+1)	10	64 (+4)

(Les capacités indiquées entre parenthèses sont des places d'urgence)

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29386]

13 MAART 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de code voor de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming bedoeld bij artikel 19bis van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, artikel 19bis, ingevoegd bij het decreet van 29 november 2012;

Gelet op het advies nr. 135 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 17 september 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 november 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 28 november 2013;

Gelet op het advies nr. 54.759/4 van de Raad van State, gegeven op 27 januari 2014 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Definities en toepassingsgebied

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder :

1° decreet : het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

2° wet van 8 april 1965 : de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade

3° jongere : de persoon die minder dan achttien jaar oud is, of die minder dan twintig jaar oud is voor wie hulpverlening vóór de leeftijd van achttien jaar werd aangevraagd en die het voorwerp uitmaakte van een plaatsingsmaatregel in een I.P.P.J. (Overheidsinstelling voor Jeugdbescherming);

4° gezin : de personen die een band van afstamming hebben met de jongere, alsook de voogd en de vervangende voogd;

5° leefgenoten : de personen waaruit het familiaal leefmilieu van de jongere bestaat, met inbegrip van de opvangouders;

6° jeugdgerecht : onder deze generieke term worden verstaan, naargelang het geval, de Jeugdrechtbank, het Hof van beroep voor de Jeugd alsook alle andere mandaatgevende gerechtelijke overheden met dezelfde bevoegdheden;

7° I.P.P.J. : de overheidsinstellingen voor hulpverlening aan de jeugd met open en gesloten stelsels, van de Franse Gemeenschap;

8° gemeenschapsraad : de gemeenschapsraad voor de hulpverlening aan de jeugd;

9° commissie voor deontologie : de commissie voor deontologie van de hulpverlening aan de jeugd, bedoeld bij artikel 4bis van het decreet van 4 maart 1991;

10° bevoegd bestuur : het bestuur van de Franse Gemeenschap belast met de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming;

11° Minister : de minister bevoegd voor hulpverlening aan de jeugd;

12° kamer : de verblijfruimte toegekend aan de jongere;

13° Algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind : de Algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind, van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. § 1. Deze code is van toepassing op de jongeren geplaatst in een overheidsinstelling voor jeugdbescherming (I.P.P.J.) door het jeugdgerecht overeenkomstig de wet van 8 april 1965.

De overheidsinstellingen voor jeugdbescherming zijn de volgende :

1° de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap te Kasteelbrakel;

- 2° de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap te Fraipont;
- 3° de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap te Jumet;
- 4° de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap te Saint-Servais;
- 5° de overheidsinstelling voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap te Woutersbrakel.

§ 2. Deze code is ook van toepassing op de natuurlijke en rechtspersonen die hun medewerking verlenen voor de uitvoering van deze tekst.

§ 3. De postinstitutionele begeleiding, die in een opvoedende begeleiding in de leefomgeving van de jongere uitgevoerd op het einde van de maatregel voor de plaatsing van deze in een overheidsinstelling voor jeugdbescherming bestaat en waarvan de nadere regels bepaald worden in de pedagogische projecten van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, valt niet onder de toepassing van deze code.

TITEL II. — Algemene beginsels

Art. 3. De plaatsing in een overheidsinstelling voor jeugdbescherming (I.P.P.J.) geschiedt onder voorwaarden die de rechten van de jongeren in acht nemen erkend door de internationale overeenkomsten, inzonderheid het Verdrag inzake de rechten van het kind en het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Art. 4. De pedagogische actie van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming beoogt de herinschakeling van de jongere in de maatschappij.

Ze strekt ertoe hem bewust te maken voor zijn daden, die tot de plaatsingsmaatregel hebben geleid en hun mogelijke gevolgen voor het slachtoffer ervan. Ze behartigt een herstelgerichte aanpak tegenover het slachtoffer en de maatschappij.

De personeelsleden van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming zorgen ervoor het eigenbeeld van de jongere te herwaarderen. Ze zoeken de best aangepaste oplossing voor zijn toestand en zorgen ervoor dat de plaatsing niet verlengd wordt na de noodzakelijke duur.

Art. 5. De familie en leefgenoten worden als partners beschouwd in de opvoeding van de geplaatste jongere.

Behoudens tegenovergestelde schriftelijke beslissing van het jeugdrecht, treft de overheidsinstelling voor jeugdbescherming alle nodige maatregelen om het behoud te bevorderen van de contacten tussen de jongere en zijn familie en leefgenoten.

Art. 6. In het kader van een medewerking van de personeelsleden van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming met andere externe tussenkomende personen betreffende een jongere, mogen de personeelsleden van de overheidsinstelling elementen meedelen met betrekking tot de jongere en zijn toestand enkel meedelen met de instemming van de jongere en van zijn wettelijke vertegenwoordigers en na ze te hebben verwittigd van hetgeen ze mee willen delen en de identiteit bekend te hebben gemaakt van de personen aan wie deze mededeling gedaan zou worden en na te hebben gecontroleerd dat de externe tussenkomende personen aan het beroepsgeheim onderworpen zijn.

Art. 7. De geplaatste jongere heeft recht op de inachtneming van zijn godsdienstige, filosofische en politieke overtuigingen. De vrijheid om zijn godsdienst of zijn overtuigingen uit te oefenen of te verkondigen kan enkel onderworpen worden aan de beperkingen bepaald door de wet om de openbare veiligheid, de openbare orde, de openbare gezondheid en zedelijkheid of de fundamentele vrijheden en rechten van iedereen te vrijwaren.

De tussenkomende personen kunnen in geen enkel geval hun filosofische, godsdienstige of politieke overtuigingen aan de jongere opleggen. Het proselitisme wordt verboden.

Art. 8. Ten laatste binnen de zes maanden van hun ambtsbekleding zorgt het bevoegde bestuur voor een basisopleiding voor alle personeelsleden van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming die rekening houdt met hun initiële opleiding en het ambt die ze binnen de instelling zullen uitoefenen.

Gedurende de uitoefening van hun ambt zorgt het bevoegde bestuur voor een voortgezette opleiding ten behoeve van alle personeelsleden. Deze opleiding bestaat in een grondigere kennis van sommige delen van de basisopleiding. Deze moet ook de actualisering van de kennis mogelijk maken in functie van de evolutie van de kennis.

De basisopleiding en de voortgezette opleiding moeten inzonderheid betrekking hebben op de inachtneming van de rechten en het belang van de jongere.

Het bevoegde bestuur behartigt de deelneming van de personeelsleden aan de opleidingen ingericht door andere diensten of instellingen.

Art. 9. Er wordt een dossier gehouden voor elke geplaatste jongere. Dit dossier bevat minstens de volgende elementen :

- 1° de gerechtelijke beslissingen in verband met de plaatsingsmaatregel alsook alle stukken en beslissingen meegedeeld door het jeugdrecht;
- 2° alle verslagen over de jongere opgesteld door één of meerdere leden van de instelling en alle elementen die de overheidsinstelling voor jeugdbescherming aan het jeugdrecht overzendt;
- 3° desgevallend, de maatschappelijke studie overgezonden door de dienst voor gerechtelijke bescherming;
- 4° de met redenen omklede beslissingen betreffende de weigering van het niet-begeleid uitgaan;
- 5° de beslissingen tot beperking of verbod van contact met de buitenwereld bedoeld bij artikel 45;
- 6° de beslissingen die de jongere betreffen in het kader van het opvoedend project dat voor hem wordt gevoerd die niet in de verslagen overgezonden aan het jeugdrecht vermeld worden, inzonderheid de beslissingen met betrekking tot de straffen bedoeld bij artikel 64;
- 7° de beslissingen betreffende de afzonderingsmaatregelen;
- 8° de documenten betreffen de schoolloopbaan van de jongere binnen de instelling die bewijzen dat aan de voorwaarden inzake leerlicht wordt voldaan.

Dit dossier kan op afspraak door de advocaat van de jongere geraadpleegd worden.

De jongere kan de stukken van zijn dossier raadplegen, met uitzondering van de elementen betreffende zijn persoonlijkheid of deze van zijn leefgenoten.

Om zijn dossier te kunnen raadplegen moet hij vergezeld worden ofwel van zijn advocaat ofwel van een lid van het opvoedend team.

De raadpleging van het dossier moet in een aangepast lokaal plaatsvinden.

TITEL III. — Recht op interpellatie, beroep of klacht binnen de overheidsinstelling voor jeugdbescherming en bij andere instanties buiten de overheidsinstelling voor jeugdbescherming

Art. 10. § 1. Onverminderd de mogelijkheid bepaald bij artikel 4 van het decreet om de niet-naleving van zijn rechten, of van zijn familie of zijn leefgenoten rechtstreeks bij het bevoegde bestuur aanhangig te maken, kan de jongere zich ook tot de directeur van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming of de persoon die het directieambt uitoefent, richten, omtrent elke vraag of beslissing die hem persoonlijk betreft alsook elke straf tegen hem.

Daartoe deelt de jongere aan een lid van het opvoedend team van zijn keuze een schriftelijk verzoek onder gesloten omslag mee. Dat lid geeft zonder verwijl dit verzoek aan de directeur.

Binnen de 48 uur van de ontvangst van de brief door de Directeur, krijgt de jongere van deze een met redenen omkleed geschreven antwoord. Een afschrift van dat antwoord wordt in het dossier van de jongere bedoeld bij artikel 9 gehouden.

§ 2. In alle gevallen waar de jongere zich over de houding van een personeelslid van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming klaagt, behandelt de directeur de klacht naar alle billijkheid. In dergelijk geval hoort hij de betrokken partijen en neemt hij een met redenen omklede beslissing die hij aan de betrokkenen meedeelt.

TITEL IV. — Het algemene kader

HOOFDSTUK 1. — *Het aanbod inzake tenlasteneming*

Art. 11. De overheidsinstellingen voor jeugdbescherming zorgen voor een opvang, met open of gesloten stelsel, waarvan de duur en de nadere regels beschreven zijn in hun pedagogische project bedoeld bij artikel 13.

Het stelsel, de duur en de capaciteit van de tenlasteneming van het geheel van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming worden in de bijlage bij deze code bepaald.

Elke wijziging van stelsel, duur en capaciteit van tenlasteneming moet het voorwerp uitmaken van een goedkeuring door de regering.

HOOFDSTUK 2. — *Het reglement van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming*

Art. 12. § 1. Het reglement van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming is een document met de elementen van deze code verbonden aan de rechten en de plichten van de jongere gedurende zijn plaatsing, de stappen van de tenlasteneming en de beschrijving van de rol van de verscheidene optredende personen.

Het wordt in een voor de jongere toegankelijke taal opgesteld.

Het bevat de beschrijvingen die gemeenschappelijk zijn aan alle overheidsinstellingen voor jeugdbescherming alsook specifieke rubrieken die de mogelijkheid bieden om de organisatie- en pedagogische specificiteiten van elk van ze in aanmerking te nemen.

Het wordt gegeven en uitgelegd door de persoon bedoeld bij artikel 15, § 1 aan iedere jongere bij zijn opvang.

§ 2. Het bevoegde bestuur zorgt voor een wijde bekendmaking van het reglement.

§ 3. Het reglement van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming en zijn mogelijke latere wijzigingen worden door de Minister goedgekeurd en ter informatie aan de Gemeenschapsraad overgezonden.

HOOFDSTUK 3. — *Het pedagogisch project*

Art. 13. § 1. De personeelsleden van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming bezorgen de jongeren de benodigde hulp, begeleiding en bescherming op sociaal, opvoedend, school-, psychologisch, filosofisch en medisch niveau rekening houdend met hun leeftijd, geslacht en persoonlijkheid en met hun harmonieuze ontwikkeling als doel.

§ 2. Iedere overheidsinstelling voor jeugdbescherming ontwikkelt een pedagogisch project met gedifferentieerde pedagogische acties die ertoe strekken optimaal op hun behoeften in te spelen en die nastreven de doelstellingen bedoeld bij artikel 4 te verwezenlijken.

Het pedagogisch project beschrijft voor elk type tenlasteneming :

- 1° de algemene doelstellingen die te bereiken zijn;
- 2° de theoretische en methodologische referenties van het optreden;
- 3° de procedure voor de opvang;
- 4° de stappen van de tenlasteneming;
- 5° de nadere regels voor de tenlasteneming;
- 6° de intra en extra muros pedagogische en opvoedende activiteiten;
- 7° de nadere regels voor de medewerking met de familie, de leefgenoten en de sociale werkers die bijdragen tot de verwezenlijking van het project tot herinschakeling van de jongere;
- 8° de evaluatietools van de jongere, met inbegrip van deze die naar zijn advies luisteren;
- 9° de criteria en de evaluatiemodaliteiten voor het implementeren van het pedagogisch project.

Het pedagogisch project en zijn mogelijke latere wijzigingen kunnen enkel geïmplementeerd worden als ze door de Minister werden goedgekeurd.

Nochtans kan de overheidsinstelling voor jeugdbescherming een nieuwe wijze van tenlasteneming testen, mits voorafgaande toestemming van het bevoegde bestuur en mededeling aan de Minister. De verlenging van dit experiment na een duur van één jaar behoeft het advies van het pedagogisch comité en de instemming van de Minister.

§ 3. De Code voor deontologie van de hulpverlening aan de jeugd wordt bij het pedagogisch project gevoegd.

TITEL V. — Tenlasteneming**HOOFDSTUK 1. — Teams binnen de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming**

Art. 14. § 1. De overheidsinstellingen voor jeugdbescherming bestaan uit :

- 1° het directieteam samengesteld uit de directeur en zijn adjuncten;
- 2° het psycho-medisch-sociale team;
- 3° de opvoedende teams;
- 4° de teams van opleiders-onderwijzers met inbegrip van de filosofische en godsdienstige adviseurs;
- 5° de toezichtteams;
- 6° de bestuursambtenaren;
- 7° technisch en keukenpersoneel.

§ 2. De rollen en opdrachten van elk personeelslid bedoeld bij § 1 worden in het reglement van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming bedoeld bij artikel 21 beschreven.

Ieder personeelslid legt zijn rol aan de jongere uit zodra hij in de instelling wordt opgenomen. Het waarschuwt hem ervan dat de informatie die hij geeft, overgegeven kan worden aan de andere leden van het team en aan het jeugdgerecht.

§ 3. De personeelsleden bedoeld bij § 1 kunnen derden in de overheidsinstelling voor jeugdbescherming zonder voorafgaande instemming van de directeur van de instelling niet binnen laten komen.

HOOFDSTUK 2. — Opvang

Art. 15. § 1. Zodra hij aankomt in de overheidsinstelling voor jeugdbescherming, en ten laatste binnen de 24 uur, wordt iedere jongere individueel opgevangen door een lid van het opvoedend team.

Dit onderhoud heeft, inzonderheid, tot doel :

- 1° de omstandigheden van de plaatsing duidelijker te maken;
- 2° de jongere op de hoogte te brengen van de komende verslagen omtrent zijn persoon, de bestemmingen van deze, alsook de verdere stappen en het verloop van de plaatsingsmaatregel waarvan hij het voorwerp uitmaakt;
- 3° de jongere de personalia van zijn advocaat bekend te maken of te herinneren en hem in te lichten over zijn recht met hem te communiceren;
- 4° de jongere op de hoogte te brengen van het bestaan, de opdracht en de personalia van de Algemene afgevaardigde voor de rechten van het Kind, alsook van de nadere regels om met hem in contact proberen te treden;
- 5° aan de jongere het reglement van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming te bezorgen en uit te leggen. De jongere ondertekent een document waardoor hij verklaart een exemplaar van dit reglement te hebben gekregen.

§ 2. De directeur of de persoon die het directieambt bekleedt ontmoet de jongere gedurende de eerste week van zijn plaatsing.

Dit onderhoud heeft inzonderheid tot doel na te gaan of de jongere degelijk op de hoogte werd gebracht van de inhoud van het reglement van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming en zijn rechten om met zijn advocaat en met de Algemene afgevaardigde voor de rechten van het Kind te communiceren.

Daartoe, laat de directeur of de persoon die het directieambt bekleedt hem een document tekenen waardoor hij van deze rechten op de hoogte wordt gebracht en dat de werkelijke uitoefening van deze rechten behartigt.

§ 3. Indien de jongere de Franse taal niet verstaat, doet de directie een beroep op elk redelijk communicatiemiddel, om hem in staat te stellen de inhoud van de informatie die hem gegeven wordt te verstaan in een taal die hij beheerst of op verstaanbare wijze.

Art. 16. Bij zijn aankomst heeft de jongere recht op een gratis telefoonoproep met zijn familie of bij gebreke daaraan, met een leefgenoot.

Binnen de 24 uur, informeert de directeur of de persoon die hij aanwijst de familie of de leefgenoot per telefoon van de aankomst van de jongere binnen de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Deze informatie wordt schriftelijk aan de familie of bij gebreke daaraan aan een leefgenoot binnen de twee werkdagen van de opvang van de jongere bevestigd.

Deze laatste krijgen met dezelfde brief de informatie betreffende de nadere regels voor het contact met de jongere alsook de optredende personen van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Art. 17. De medische dienst onderzoekt de jongere zo vroeg mogelijk en ten laatste binnen de drie werkdagen na zijn aankomst.

Indien nodig en met de instemming van de jongere, neemt hij contact met de behandelend arts van de jongere om voor de continuïteit van de zorgverlening en de behandeling te zorgen.

Art. 18. Voor iedere jongere die ten laste wordt genomen door een dienst voor een duur van meer dan één maand, wordt een verduidelijkingsonderhoud ingericht met het jeugdrecht. Dat onderhoud heeft tot doel de doelstellingen van de plaatsing te bepalen en de verwachtingen van iedereen nader te bepalen.

HOOFDSTUK 3. — De persoonlijke bezittingen

Art. 19. § 1. De jongere kan over persoonlijke voorwerpen beschikken die in zijn bezit zijn bij zijn opvang voor zover ze op de lijst van de toegelaten voorwerpen in het reglement van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming opgenomen worden.

Ieder voorwerp dat niet op deze lijst voorkomt, kan het voorwerp uitmaken van een toelating van de directeur.

De verboden voorwerpen worden door de overheidsinstelling behouden onder de verantwoordelijkheid van de directie en tegen degelijk ondertekend ontvangstbewijs.

De jongere kan vragen dat de voorwerpen die hem ontnomen worden aan een externe persoon toevertrouwd worden. Daartoe, laat de directeur of de persoon die het directieambt uitoefent de jongere een schriftelijke aanvraag ondertekenen en treedt daarna in contact met de aangewezen persoon. Deze moet zich verplaatsen om in het bezit te geraken van de voorwerpen. De directeur of de persoon die het directieambt uitoefent vertrouwt de voorwerpen aan de aangewezen persoon tegen ontvangstbewijs toe.

§ 2. Verkoop onder jongeren is verboden. De uitwisseling, leningen, giften onder jongeren zijn ook verboden, behoudens toestemming van de directeur.

Art. 20. § 1. De jongere wordt ertoe gemachtigd zijn persoonlijke kleding gedurende zijn plaatsing te dragen.

Nochtans, kan het reglement van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, voor specifieke activiteiten, het dragen opleggen van specifieke kleding bezorgd door de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

§ 2. Om wederzijds eerbied binnen de overheidsinstelling voor jeugdbescherming te waarborgen, worden in het reglement volgens criteria die erin bepaald worden beperkingen opgenomen in verband met het dragen van sommige kledingsstukken.

Bij geschil daarover, beslecht de directeur de zaak bij met redenen omklede beslissing. De beslissing wordt aan de jongere meegedeeld.

§ 3. De overheidsinstelling voor jeugdbescherming moet alle nodige beschikkingen treffen opdat de persoonlijke kleding van de jongere net en bruikbaar zou zijn.

Art. 21. De jongere kan voorwerpen, voeding en kleding van buiten de instelling krijgen voor zover ze op de lijst opgenomen worden van de toegelaten voorwerpen bepaald door het reglement van de overheidsinstellingen. Deze voorwerpen, voeding en kleding kunnen inzonderheid tijdens bezoeken gebracht worden.

Bij geschil daarover, beslecht de directeur de zaak bij met redenen omklede beslissing. De beslissing wordt aan de jongere overhandigd.

In gesloten milieu, kan de jongere toegelaten voorwerpen en voeding aankopen. De overheidsinstelling voor jeugdbescherming kan geen winst maken bij deze transacties.

Art. 22. § 1. In elke overheidsinstelling wordt een gerubriceerde rekening op naam van de jongere geopend. Deze rekening wordt beheerd onder de verantwoordelijkheid van de directeur.

De rekening kan geen negatief saldo bedragen.

§ 2. Het zakgeld bezorgd door de Franse Gemeenschap aan de jongere wordt op die rekening gestort.

De jongere kan geld krijgen van buiten de instelling op deze rekening.

Binnen de overheidsinstelling mag de jongere geen zakgeld met zich hebben.

De jongeren kunnen geld overhandigd krijgen van hun rekening ter gelegenheid van uitstapjes. Deze rekening wordt vereffend bij het definitieve vertrek van de jongere.

Art. 23. De jongere kan zoals hij wil de hem toegekende kamer versieren, voor zover hij de bepalingen van het reglement voor de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming in acht neemt.

Wegneembare elementen van tijdelijke decoratie worden toegelaten voor zover ze geen risico inhouden inzake veiligheid en afbraak van de ter beschikking gestelde ruimte.

Posters, foto's, enz., kunnen enkel op het aanplakbord of op de daartoe bestemde plaats aangehecht worden; teksten, foto's of beelden met pornografische inslag of die tot haat of geweld aanmoedigen, worden niet toegelaten.

HOOFDSTUK 4. — *Godsdienstige en filosofische praktijk*

Art. 24. § 1. De jongere heeft het recht om zijn godsdienst of filosofie individueel of in gemeenschap met anderen te volgen, met inachtneming van de rechten van de anderen en de regels voor het alledaagse leven van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

De overheidsinstelling voor jeugdbescherming probeert een gunstige sfeer te ontwikkelen voor deze praktijk, inzonderheid wat betreft het voedingsdieet en de inachtneming van vastenperiodes. Ze bezorgt een lokaal voor godsdienstige rites.

§ 2. De jongere heeft recht op de godsdienstige, spirituele of morele bijstand van een vertegenwoordiger van zijn geloof of filosofie geassocieerd met of toegelaten tot de overheidsinstelling voor jeugdbescherming te dien einde. Bij zijn aankomst in de overheidsinstelling voor jeugdbescherming maakt hij deze keuze bekend.

De filosofische en godsdienstige raadgevers kunnen afzonderlijk met de jongere contact hebben als de jongere het vraagt in zijn kamer of in het lokaal waar hij afgezonderd wordt.

De godsdienstige of morele bijstand omvat een individuele en collectieve dimensie, overeenkomstig het ambtsprofiel van de filosofische en godsdienstige raadgevers.

In alle gevallen kan de begeleiding in geen geval proselitisme inhouden ten opzichte van de jongere.

Het opvoedend project en het pedagogisch programma van de filosofische en godsdienstige raadgevers worden ter kennis gebracht van de directie van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

HOOFDSTUK 5. — *Onderwijs*

Art. 25. Elke jongere die voor een periode van meer dan 15 dagen geplaatst wordt, heeft het recht om een onderwijs te volgen dat aangepast is aan zijn behoeften en vaardigheden, en erop gemunt zijn schoolherinschakeling te bevorderen.

De overheidsinstelling voor jeugdbescherming integreert, voor zover mogelijk en progressief, de jongeren in schoolinrichtingen buiten de overheidsinstelling voor jeugdbescherming of ontwikkelt met deze laatste medewerkingsverbanden ertoe strekkend een valorisatie of het bekrachtigen te bekomen van de vaardigheden en competenties verworven door de jongere gedurende de plaatsing.

De overheidsinstelling voor jeugdbescherming zorgt voor de begeleiding van de betrokken jongeren in verband met het bekomen van de algemene externe proef.

Als het onderwijs verstrekt wordt binnen de overheidsinstelling voor jeugdbescherming moet het bij voorkeur door bevoegde leerkrachten verstrekt worden.

Onverminderd het belang van de jongere, treedt het team in contact met de door de jongere vóór de plaatsing bezochte school om een medewerking in te stellen inzake programma en om de herinschakeling te bevorderen na de plaatsing. Het team brengt de familie van de jongere daar op de hoogte van.

De directeur besteedt een bijzondere aandacht aan de specifieke behoeften van ongeletterde, analfabete jongeren of de jongeren die de Franse taal niet machtig zijn. Er wordt ze een aangepast onderwijs gegeven.

Art. 26. Het onderwijs verstrekt binnen de overheidsinstelling voor jeugdbescherming stemt overeen met de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht en haar toepassingsbesluiten.

HOOFDSTUK 6. — *Gezondheid en hygiëne*

Art. 27. Een evenwichtige voeding wordt vereist en ze moet aan de vereisten van de gezondheidstoestand van de jongere aangepast zijn.

De jongere kan over een vegetarische voeding beschikken.

Art. 28. De overheidsinstelling voor jeugdbescherming moedigt de jongere aan aan zijn voorkomen zorg te dragen alsook aan zijn lichamelijke hygiëne en bezorgt hem de daartoe benodigde toiletmiddelen.

Art. 29. De jongere wordt op de hoogte gebracht van zijn recht om gezondheidszorgverlening te genieten in overeenstemming met zijn behoeften. Hij heeft toegang tot een algemene medische consultatie en recht op verpleegkundige zorgverlening.

Indien nodig, krijgt hij ook gespecialiseerde zorgverlening.

De jongere heeft recht op de kostvrije bezorging van de geneesmiddelen die hij nodig heeft en recht op zijn behandeling en zijn voedingsdieet, die door de arts voorgeschreven zijn.

Art. 30. De jongere heeft recht op de voortzetting van de zorgverlening begonnen vóór zijn plaatsing op equivalente wijze gedurende de plaatsing.

De overheidsinstelling voor jeugdbescherming zorgt voor de continuïteit van de zorgverlening op het einde van de plaatsing van de jongere.

Art. 31. Wanneer hij erom vraagt, wordt de jongere bij een arts gebracht of bij de verpleger binnen de kortste termijn en ten laatste 48 uur na zijn verzoek.

Art. 32. Als ze niet in staat is voor de benodigde zorgverlening te zorgen doet de overheidsinstelling voor jeugdbescherming een beroep op een zorgverlener buiten de instelling ter rekening van het bevoegde bestuur.

De jongere kan een beroep doen op de zorgverlener die hij kiest op zijn eigen kosten en zich door hem laten behandelen, voor zover zijn familie of leefgenoten hun instemming hebben gegeven met deze aanvraag en de tenlasteneming. In dat geval, zorgt het directieteam ervoor dat de zorgverlener ten vroegste gecontacteerd zou worden.

Art. 33. Het toedienen van geneesmiddelen kan enkel gebeuren met de vrije en geïnformeerde instemming van de jongere.

Art. 34. Mits informatie en voorafgaande instemming van de jongere brengt de overheidsinstelling voor jeugdbescherming de familie of de leefgenoten op de hoogte van de gezondheidstoestand van de jongere.

Ingeval wezenlijke wijzigingen van deze gezondheidstoestand gebeuren of wanneer de jongere overgebracht wordt naar een ziekenhuis of een zorgverlenende instelling, bericht de directeur van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming of de persoon die hij aanwijst de familie of de leefgenoten van de jongere er onmiddellijk van.

Art. 35. Om de jongere een ruimte om gehoord te worden te waarborgen, als deze psychiatrische of psychotherapeutische zorgverlening zou vereisen, ontwikkelt de overheidsinstelling een optimale medewerking met de instellingen van de sector van de geestesgezondheid en zorgt voor de toegang tot psychotherapeutische of psychiatrische consultaties bij beroepszorgverleners buiten de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

De directie zorgt voor de voorwaarden die noodzakelijk zijn voor de inachtneming van het beroepsgeheim onder de beroepszorgverleners buiten en binnen de instelling.

De hoedanigheid van beroepslid van een overheidsinstelling voor jeugdbescherming is onverenigbaar met de uitoefening van een opvoedende of psycho-medisch-sociale activiteit ten gunste van dezelfde jongeren buiten de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Onverminderd de deontologische regels van iedereen, brengen de externe beroepszorgverleners de directeur op de hoogte van elk element dat de gezondheid of de veiligheid van de jongeren of van het personeel van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming in het gedrang zou kunnen brengen.

HOOFDSTUK 7. — *Zakgeld*

Art. 36. De geplaatste jongere geniet zakgeld ten bedrage van 9,50 euro per week. Ieder jaar, op één januari, wordt dat bedrag aangepast aan het gezondheidsindexcijfer voor de consumptieprijzen.

Dat geld mag niet het voorwerp uitmaken van enige tuchtmaatregel en kan niet door de overheidsinstelling voor jeugdbescherming in beslag worden genomen.

Art. 37. Het zakgeld is niet verschuldigd aan een jongere die onverantwoord afwezig is gedurende meer dan 24 uur. De jongere krijgt zijn recht op zakgeld terug zodra hij opnieuw in de overheidsinstelling voor jeugdbescherming opgenomen wordt.

Art. 38. De jongere kan gevraagd worden om te betalen via zijn zakgeld voor een overtreding of een vrijwillige beschadiging van infrastructuren, goederen van gelijken, of deze van het personeel of van deze toevertrouwd aan de overheidsinstelling voor jeugdbescherming. Deze stap mag nooit voor de jongere met zich meebrengen dat hij van zijn fundamentele rechten zoals het recht tot communicatie wordt beroofd.

Het sparen van zijn zakgeld kan aangemoedigd worden met de instemming van de jongere.

Art. 39. Het niet toegekende zakgeld als gevolg van zijn afwezigheid wordt exclusief bestemd om de individuele behoeften van de ten laste genomen jongere te dekken. Deze bestemming zal aan de goedkeuring van de directie van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming voorgelegd worden.

TITEL VI. — De verslagen overgezonden aan de jeugdrechtbank

Art. 40. Iedere jongere die voor een periode van meer dan 45 dagen geplaatst wordt, maakt het voorwerp uit van een medisch-psychologisch verslag opgesteld door het multidisciplinaire team van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Dat verslag wordt aan het jeugdgerecht overgezonden binnen de 75 dagen na de datum van de tenlasteneming. Het wordt aangevuld met driemaandelijke verslagen.

Het bevat de volgende rubrieken :

Gegevens met betrekking tot het levenstraject van de jongere en zijn omgeving

1° Familietoestand en maatschappelijke betrekkingen

2° School lopen

3° Vorige feiten en maatregel

Gegevens met betrekking tot de omstandigheden van de plaatsing

1° Verweten feiten

2° Houding van de jongere

3° Mening van de familie

Observaties gedaan tijdens de plaatsing

1° Synthese van het psychologisch onderzoek

2° Advies van de psychiater

3° Gedrag en leerresultaten in de leefgroep en evaluatie van het begeleid uitgaan

4° Gedrag en houding tijdens de schoolactiviteiten

5° Betrekkingen met de familiegroep en evaluatie van de niet-begeleide uitstapjes

6° Evolutie van de jongere inzake bewustwording van de feiten die hem verweten worden en van de gevolgen voor het slachtoffer

Conclusies

1° Project van de jongere en reactie van deze wat de door het multidisciplinair team gedane voorstellen betreft

2° Adviezen en functies van de optredende personen die bij de synthesevergadering aanwezig zijn

3° Mening van de familie of leefgenoten wat betreft de door het multidisciplinair team gedane voorstellen.

Art. 41. Iedere jongere die voor een periode van minder dan of gelijk aan 45 dagen geplaatst wordt, maakt het voorwerp uit van een observatie- of oriëntatieverslag opgesteld door het multidisciplinaire team van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Dat verslag wordt aan het jeugdgerecht overgezonden binnen de kortste termijn en ten laatste, één werkdag vóór het einde van de plaatsingsmaatregel of, in voorkomend geval, ten laatste één werkdag vóór het verschijnen vóór het jeugdgerecht.

Het bevat de volgende rubrieken :

Gegevens met betrekking tot het levenstraject van de jongere en zijn omgeving

1° Familietoestand en maatschappelijke betrekkingen

2° School lopen

3° Vorige feiten en maatregel

Gegevens met betrekking tot de omstandigheden van de plaatsing

1° Verweten feiten

2° Houding van de jongere

3° Eventuele mening van de familie

Observaties gedaan tijdens de plaatsing

1° Synthese van het mogelijke psychologische onderzoek

2° Gedrag en houding in de leefgroep en evaluatie van het begeleid uitgaan

3° Gedrag en leerresultaten tijdens de eventuele schoolactiviteiten

4° Betrekkingen met de familiegroep en evaluatie van het niet-begeleid uitgaan

5° Evolutie van de jongere inzake bewustwording van de feiten die hem verweten worden en van de gevolgen voor het slachtoffer

6° Mening van de jongere

Conclusies

Voorstellen van het multidisciplinaire team

Project van de jongere en reactie van deze wat de door het multidisciplinair team gedane voorstellen betreft.

Art. 42. Er wordt een afschrift van de verslagen bedoeld bij de artikelen 40 en 41 overgezonden aan de bevoegde Directeur voor hulpverlening aan de jeugd of voor het Brusselse Gewest aan de bevoegde sociale dienst en aan de advocaat van de jongere binnen dezelfde termijnen.

TITEL VII. — Contact met de buitenwereld

Art. 43. Behoudens schriftelijke tegenovergestelde beslissing van het jeugdgerecht, heeft iedere jongere recht op contact met de personen van zijn keuze buiten de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming volgens de nadere regels bepaald door deze code.

De overheidsinstelling voor jeugdbescherming vergemakkelijkt de contacten van de jongere met al de personen en instellingen die hem toelaten zijn herinschakelingsproject op te bouwen.

Zodra de aanvraag om contact geformuleerd wordt, kan de overheidsinstelling voor jeugdbescherming een beperking of een verbod van contact bij het jeugdgerecht aanvragen wanneer ze van mening is dat dit contact de jongere nadeel zou kunnen berokkenen of een negatieve invloed op het opvoedend werk met hem uitgevoerd.

De overheidsinstelling voor jeugdbescherming moet haar aanvraag met redenen omkleeden en het type contact bepalen dat ze wenst te beperken of te verbieden.

In afwachting van de beslissing van het jeugdgerecht kan de overheidsinstelling voor jeugdbescherming het contact verbieden of beperken.

Het gebrek aan reactie van het jeugdgerecht binnen een termijn van twee werkdagen vernietigt het verbod of de beperking van contact.

De termijn wordt op vijf dagen gebracht in het geval van een tijdelijk verbod of tijdelijke beperking van bezoek bedoeld bij artikel 46.

De beslissing van het jeugdgerecht wordt aan de jongere bezorgd.

HOOFDSTUK 1. — Briefwisseling

Art. 44. Het geheim van de briefwisseling wordt gewaarborgd.

Onverminderd artikel 43 heeft de jongere het recht om gratis met elke persoon van zijn keuze een briefwisseling te voeren. Daartoe bezorgt hem de overheidsinstelling voor jeugdbescherming papier, schrijfgerief, omslagen en zegels.

De zendingen en briefwisseling die meer dan brieven bevatten, kunnen het voorwerp uitmaken van controles door het directieteam. In dat geval, wordt de jongere ertoe uitgenodigd de zending te openen in aanwezigheid van een lid van het directieteam dat, in functie van het opgelopen risico wat de veiligheid betreft, het afgeven van de objecten of substanties kan vergen die bij de brief gevoegd worden.

HOOFDSTUK 2. — Bezoek

Art. 45. Onverminderd artikel 43 heeft de jongere het recht om bezoek te krijgen van personen die hij kiest op ogenblikken bepaald door elke overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Indien de jongere uit mag gaan, moet hij minstens één uur bezoek per week kunnen genieten volgens de nadere regels bepaald door de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Indien de jongere niet uit mag gaan, moet hij minstens twee uren bezoek per week kunnen genieten volgens de nadere regels bepaald door elke overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

De mogelijkheid van een bijkomend bezoek op afspraak moet door de overheidsinstelling voor jeugdbescherming gewaarborgd worden.

A minima gedurende de helft van de duur van het bezoek, wordt voor de vertrouwelijkheid gezorgd en geen controle uitgeoefend ander dan visueel door de personeelsleden van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Art. 46. § 1. Als er risico's bestaan voor de veiligheid of het behoud van de orde in de instelling, kan de directeur, overeenkomstig artikel 43, lid 3 tot lid 7, de toegang weigeren aan een bezoeker of de voortgezette aanwezigheid van een personeelslid opleggen gedurende het bezoek.

§ 2. Om de orde en de veiligheid te behouden kan de directeur het aantal simultaan toegelaten personen bij de jongere beperken.

Om dezelfde redenen kan hij aan de bezoekers opleggen hun identiteitsdocument voor te leggen en hun persoonlijke zaken in een met sleutel gesloten plaats op te bergen. De sleutel wordt aan de bezoekers afgegeven die ze terugbezorgen na hun persoonlijke zaken te hebben teruggenomen wanneer ze de instelling verlaten.

§ 3. Bovendien, kan er voortijdig een eind gesteld worden aan een bezoek wanneer de bezoeker of de jongere handelingen verricht die in strijd zijn met de openbare orde en de goede zeden.

Art. 47. Er wordt een register van de bezoeken gehouden. Daarin worden alle bezoeken opgenomen alsook de redenen van de beperking of het verbod van deze.

Art. 48. De bezoeken aan jongeren door de volgende personen worden noch in aantal noch in duur beperkt :

- 1° de jeugdrechter;
- 2° de advocaat van de jongere;
- 3° de voogd van een jongere als het om een niet-begeleide buitenlandse minderjarige gaat;
- 4° Parlementsleden;
- 5° de consulaatambtenaren en de leden van het diplomatiek corps van het land waaruit de jongere afkomstig is;
- 6° de Adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of de persoon die door hem afgevaardigd wordt;
- 7° de Directeur voor hulpverlening aan de jeugd of de persoon die hij afvaardigt;
- 8° de Algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind of diens vertegenwoordiger;
- 9° de erkende diensten van de hulpverlening aan de jeugd met inbegrip van de diensten voor de rechten van jongeren.

Ze moeten ook aan de directie aangekondigd worden.

HOOFDSTUK 3. — Telefoon

Art. 49. Onverminderd artikel 43 heeft de jongere het recht om kostvrij minstens drie keer tien minuten per week personen van zijn keuze op te bellen, op de ogenblikken bepaald door elke overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Bovendien, kan de jongere, kostvrij en zoveel nodig, en zonder beperking van de duur, voor zover deze oproepen niet het goede verloop van een activiteit storen, de volgende personen oproepen :

- 1° zijn advocaat;
- 2° zijn voogd als het om een niet-begeleide buitenlandse minderjarige gaat;

- 3° de jeugdrechter;
- 4° de consulaatambtenaren en de leden van het diplomatiek corps van het land waaruit de jongere afkomstig is;
- 5° de algemene directie voor hulpverlening aan de jeugd of de door haar afgevaardigde persoon;
- 6° de Adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of de persoon die door hem afgevaardigd wordt;
- 7° de Directeur voor hulpverlening aan de jeugd of de persoon die hij afvaardigt;
- 8° de Algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind of diens vertegenwoordiger;
- 9° de erkende diensten van de hulpverlening aan de jeugd met inbegrip van de diensten voor de rechten van jongeren.

Indien één van de personen opgenomen op deze lijst de overheidsinstelling opbelt om met de jongere te spreken, wordt een gunstig gevolg gegeven aan het verzoek. Indien de jongere niet onmiddellijk bereikbaar is, zorgt de instelling ervoor dat hij de oproeper binnen de kortste termijn terug mag bellen.

Alle telefoongesprekken van de jongere blijven geheim en vertrouwelijk. Ze mogen niet beluisterd worden.

TITEL VIII. — Uitgaan

HOOFDSTUK 1. — *Uitgaan in het gesloten opvoedend stelsel*

Art. 50. § 1. Onverminderd artikel 19^{ter} van het decreet, worden de aard, frequentie en nadere regels voor het verkrijgen en organisatie van het uitgaan in het gesloten opvoedend systeem door de overheidsinstelling voor jeugdbescherming bepaald in haar pedagogische project.

§ 2. Het uitgaan dat niet begeleid wordt door een sociale werker van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming maakt het voorwerp uit van een individueel programma opgesteld op initiatief van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Het uitgaan niet begeleid door een optredende persoon van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming maakt het voorwerp uit van een voorbereiding met de jongere, en desgevallend, met zijn familie of leefgenoten. Een evaluatie van dat uitgaan en van het bereiken van de doelstellingen die vooraf werden gesteld, gebeurt systematisch na de terugkeer. De overheidsinstelling voor jeugdbescherming integreert haar evaluaties in de verslagen overgezonden aan het jeugdgerecht.

§ 3. De directie van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming informeert het jeugdgerecht binnen de kortste termijn wanneer in het kader van het uitgaan een ernstige of beduidende gebeurtenis plaatsvindt. Bovendien, informeert de directie het jeugdgerecht van elk element dat de context wijzigt waarin het uitgaan door haar toegelaten werd.

§ 4. De activiteiten die niet bepaald worden in het pedagogisch project maken het voorwerp uit van een aanvraag, geval per geval, bij het jeugdgerecht waarbij het type begeleiding wordt gepreciseerd.

§ 5. Voor elk niet-begeleid uitgaan van meer dan drie dagen alsook de activiteiten in het buitenland, wordt het jeugdgerecht geïnformeerd over de duur van het uitgaan of van de activiteit alsmede van de bestemming van de jongere.

HOOFDSTUK 2. — *Uitgaan in het open opvoedend stelsel*

Art. 51. § 1. Behoudens met redenen omklede tegenovergestelde beslissing van het jeugdgerecht, geniet iedere jongere die voor een duur langer dan 15 dagen in het open opvoedend systeem geplaatst wordt mogelijkheden tot uitgaan waarvan de nadere regels door de overheidsinstelling voor jeugdbescherming in haar pedagogisch project bepaald worden.

§ 2. Het uitgaan dat niet begeleid wordt door een sociale werker van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming maakt het voorwerp uit van een individueel programma opgesteld op initiatief van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Het uitgaan dat niet begeleid door een sociale werker van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming maakt het voorwerp uit van een voorbereiding met de jongere, en desgevallend, met zijn familie. Een evaluatie van dat uitgaan en van het bereiken van de doelstellingen die vooraf werden gesteld, gebeurt systematisch na de terugkeer. De overheidsinstelling voor jeugdbescherming integreert haar evaluaties in de verslagen overgezonden aan het jeugdgerecht.

§ 3. De directie van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming informeert het jeugdgerecht binnen de kortste termijnen wanneer in het kader van het uitgaan een ernstige of beduidende gebeurtenis plaatsvindt. Bovendien, informeert de directie de rechtbank van elk element dat de context wijzigt waarin het uitgaan door haar toegelaten werd.

§ 4. De activiteiten die niet bepaald worden in het pedagogisch project maken het voorwerp uit van een aanvraag, geval per geval, bij het jeugdgerecht waarbij het type begeleiding wordt gepreciseerd.

§ 5. Voor elk niet-begeleid uitgaan van meer dan drie dagen alsook de activiteiten in het buitenland, wordt het jeugdgerecht geïnformeerd over de duur van het uitgaan of van de activiteit alsmede van de bestemming van de jongere.

TITEL IX. — Fouillering

Art. 52. § 1. Indien er vermoedens zijn dat de jongere substanties of voorwerpen in zijn bezit heeft die hij niet mag hebben omdat ze niet op de lijst voorkomen van de toegelaten voorwerpen, lijst die opgenomen wordt in het reglement van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, kan de directeur of de persoon die het directieambt uitoefent een fouillering van de kleding of de persoonlijke zaken laten gebeuren door daartoe gemandateerde personeelsleden.

§ 2. De fouillering van de kleding of de persoonlijke zaken mag nooit een vernederende behandeling met zich meebrengen en moet met eerbied voor de waardigheid van de jongere gebeuren.

§ 3. Als de fouillering van de kleding of de persoonlijke zaken van de jongere toelaat voorwerpen of substanties te ontdekken die hij niet mag bezitten, worden deze in beslag genomen.

Tegen afgifte van een ontvangstbewijs, worden ze behouden ten voordele van de jongere. De voorwerpen of substanties die strafbare feiten kunnen voorkomen of bevestigen worden aan de bevoegde overheid afgegeven. In dat laatste geval, informeert de overheidsinstelling voor jeugdbescherming het jeugdgerecht en de advocaat van de jongere.

Art. 53. § 1. Indien er vermoedens zijn dat de jongere substanties of voorwerpen in zijn bezit heeft die hij niet mag hebben omdat ze niet op de lijst voorkomen van de toegelaten voorwerpen, lijst die opgenomen wordt in het reglement van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, kan de directeur het doorzoeken van zijn kamer laten gebeuren door daartoe gemandateerde personeelsleden.

§ 2. Het doorzoeken van de kamer mag nooit een vernederende behandeling met zich meebrengen en moet met eerbied voor de waardigheid van de jongere gebeuren.

§ 3. Als het doorzoeken van de kamer van de jongere toelaat voorwerpen of substanties te ontdekken die hij niet mag bezitten, worden ze in beslag genomen.

Tegen afgifte van een ontvangstbewijs, worden ze behouden ten voordele van de jongere. De voorwerpen of substanties die strafbare feiten kunnen voorkomen of bevestigen worden aan de bevoegde overheid afgegeven. In dat laatste geval, informeert de overheidsinstelling voor jeugdbescherming het jeugdrecht en de advocaat van de jongere.

Art. 54. Elk ander type fouillering of doorzoeken als deze bedoeld bij de artikelen 52 en 53 is verboden.

Indien er vermoedens zijn dat de jongere voorwerpen in zijn bezit heeft die hij niet mag hebben, en die niet tijdens het doorzoeken van de kamer, de fouillering van de kleding of de persoonlijke zaken werden gevonden, kan de directeur een beroep doen op de politiediensten.

Hij brengt er het jeugdrecht en de advocaat van de jongere op de hoogte van.

TITEL X. — Afzonderingsmaatregel

Art. 55. Een afzonderingsmaatregel in specifieke lokalen mag enkel door de directie van een overheidsinstelling voor jeugdbescherming ten opzichte van een jongere genomen worden in het kader van een plaatsingsmaatregel in open of gesloten systeem binnen een overheidsinstelling voor jeugdbescherming en uitzonderlijk wanneer de jongere zijn lichamelijke veiligheid of deze van andere jongeren, van personeelsleden of van bezoekers in het gedrang brengt.

De directie mag geen afzonderingsmaatregel nemen als straf.

De directie brengt de jeugdrechtbank bevoegd voor het dossier op de hoogte van de afzonderingsplaatsing van de jongere. Ze informeert tevens er zijn advocaat van.

De directie bevestigt de maatregel via een geschreven verslag toegestuurd aan het jeugdrecht en de advocaat van de jongere. Er wordt een schriftelijk verslag aan het bevoegde bestuur overgezonden.

De directie mag niet de afzonderingsmaatregel verlengen na een duur van 24 uur zonder de instemming van het jeugdrecht. Deze maatregel kan niet een termijn van drie dagen overschrijden.

Uitzonderlijk, wanneer geen andere vorm van tenlasteneming mogelijk is en om behoorlijk met redenen omklede redenen, kan de directie de maatregel verlengen voor een bijkomende duur, mits schriftelijke instemming van het jeugdrecht. Daartoe, zendt de directie aan het jeugdrecht de aanvraag toe met inbegrip van de instemming van de arts nadat de jongere door hem onderzocht werd. De totale duur van de afzonderingsmaatregel mag nooit acht dagen overschrijden.

De maatregel wordt opgeheven zodra de toestand die ze verantwoordt een eind heeft genomen. De directeur informeert schriftelijk de jeugdrechtbank alsook het bevoegde bestuur en de advocaat van de jongere ervan.

Art. 56. De afzonderingsmaatregel geschiedt in specifieke lokalen die toelaten de jongere momenteel af te zonderen.

Deze specifieke lokalen beantwoorden aan de volgende normen :

- 1° regelmatig onderhouden worden, verwarmd en verlucht worden; de temperatuur mag niet lager dan 18° zijn;
- 2° natuurlijk verlicht zijn; en bovendien met een voldoende elektrische verlichting;
- 3° de toegang toelaten tot de sanitaire installaties in alle veiligheid en om de hygiëne te waarborgen;
- 4° de volgende minimale afmetingen hebben : 9 vierkante meter aan oppervlakte en 22 kubieke meter per lokaal;
- 5° minimum een bed, een tafel en een zitplaats hebben die aan de grond gehecht zijn en die niet toelaten de verlichting aan te raken;
- 6° verwarming- en ventilatieapparaten hebben die in een apart technisch lokaal geplaatst zijn.

Daarenboven, in ieder lokaal moet ervoor gezorgd worden dat brand voorkomen wordt en dat evacuatie mogelijk wordt gemaakt in geval van schade.

Art. 57. De jongere die het voorwerp uitmaakt van een afzonderingsmaatregel geniet hetzelfde stelsel als de andere jongeren geplaatst in de overheidsinstelling voor jeugdbescherming inzake voeding, hygiëne, medische verzorging en zakgeld.

Onverminderd artikel 43, ontnemt de afzonderingsmaatregel de jongere het recht niet om een briefwisseling te voeren met de buitenwereld, bezoeken te krijgen en het recht om te telefoneren, behoudens als deze rechten geschorst worden of het voorwerp uitmaken van een beperking via een met redenen omklede beslissing van de directeur, verantwoord door de behoeften inzake behouden van de orde en veiligheid.

Art. 58. De jongere die het voorwerp uitmaakt van een afzonderingsmaatregel krijgt het dagelijkse bezoek van een lid van het directieteam en van een lid van het psycho-medisch-sociale team.

Gedurende de weekeinden of de feestdagen, wordt het bezoek van een lid van het psycho-medisch-sociale team vervangen door dat van een lid van het opvoedend team.

Hij krijgt het bezoek van een lid van het opvoedend team om de twee uur tussen 8 en 22 uur.

Gedurende de afzonderingsperiode, heeft het opvoedend team individuele onderhoudssessies en opvoedende activiteiten, met inbegrip, in voorkomend geval, van begeleide individuele activiteiten binnen de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Het personeel zorgt voor een regelmatig toezicht om de veiligheid van de jongere te waarborgen.

Art. 59. Tijdens de afzonderingsmaatregel, mag de jongere niet in het bezit zijn van voorwerpen die zijn veiligheid en die van anderen in gevaar zouden kunnen brengen.

Hij krijgt een kleding die zijn fysieke veiligheid waarborgt. Deze kleding moet decent en niet-stigmatiserend zijn. Bij het naar bed gaan, krijgt de jongere een pyjama die aan dezelfde criteria voldoet.

Art. 60. De overheidsinstelling voor jeugdbescherming houdt een register van de afzonderingsmaatregelen.

Elke maatregel moet het voorwerp uitmaken van een inschrijving in het register waarbij opgenomen worden :

1° de identiteit van de jongere;

2° de identiteit van het directielid dat de afzonderingsmaatregel toelaat;

3° de datum en het uur van het begin van de maatregel;

4° een met redenen omschreven en gedetailleerde motivering van de elementen die ten grondslag liggen aan het treffen van de beslissing;

5° de datum en het uur van het schriftelijk verslag gericht aan het jeugdrecht en aan de advocaat van de jongere;

6° in geval van een verlenging na 24 uur, de datum en het uur van de instemming van de plaatsingsoverheid;

7° in geval van een verlenging na 3 dagen, de datum en het uur van de schriftelijke en met redenen omklede instemming van de plaatsingsoverheid;

8° de datum en het uur van het einde van de maatregel;

9° de bezoeken voor de leden van het opvoedend team, de identiteit van de opvoeder en de gedane observaties en activiteiten;

10° de dagelijkse bezoeken voor het lid van het psycho-medisch-sociale team, de identiteit van dat lid en de gedane observaties;

11° de bezoeken voor het lid van het directieteam, de identiteit van dat lid en de gedane observaties.

Het register van de afzonderingsmaatregelen moet elk ogenblik door de ambtenaren van het bevoegde bestuur bedoeld bij artikel 80 van deze code en door de Algemene afgevaardigde voor de rechten van het kind, geraadpleegd kunnen worden.

Het register kan ook door de advocaat van de jongere geraadpleegd worden.

Elk jaar, tijdens de maand januari, zendt de directeur van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming aan het bevoegde bestuur het verslag over betreffende de afzonderingsmaatregelen van het verlopen jaar. In dat verslag worden, inzonderheid, het aantal maatregelen, hun duur, het aantal betrokken jongeren en de redenen die ten grondslag lagen aan de maatregelen gepreciseerd.

Op aanvraag van de Minister, wordt hem afschrift van dit verslag door het bevoegde bestuur bezorgd.

TITEL XI. — Positieve en negatieve bekrachtiging van het gedrag

Art. 61. Het multidisciplinaire team van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming zorgt voor een geïndividualiseerde aanpak van positieve en negatieve gedragsuitingen van iedere geplaatste jongere, rekening houdend met zijn persoonlijkheid. Elke bekrachtiging heeft noodzakelijkerwijze een opvoedende dimensie en draagt bij tot de opvoedings- en herinschakelingfinaliteit van de plaatsing.

De positieve bekrachtiging van het gedrag wordt de voorkeur gegeven.

De overheidsinstelling voor jeugdbescherming geeft de voorrang aan een herstelgerichte bekrachtiging.

Art. 62. Het reglement van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming bevat een lijst van de gedragsuitingen die tot een negatieve bekrachtiging aanleiding kunnen geven.

Een negatieve bekrachtiging kan enkel uitgesproken worden indien, enerzijds, het gedrag verweten aan de jongere met zekerheid werd vastgesteld en, anderzijds, dat gedrag tot de gedragsuitingen die niet toegelaten worden in het reglement van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming behoort.

De maatregelen en het uitgaan om voor de herinschakeling te zorgen van de jongere (in de familie, institutioneel, op school of tijdens het beroep) kunnen noch als negatieve bekrachtiging noch als positieve bekrachtiging aangewend worden als gevolg van de beoordelingen van het gedrag van de jongere binnen de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Art. 63. Het reglement van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming neemt een volledige lijst op van de geldende positieve en negatieve bekrachtigingen.

De collectieve sancties zijn verboden.

Onverminderd artikel 43, ontnemt de negatieve bekrachtiging de jongere het recht niet om een briefwisseling te voeren met de buitenwereld, bezoeken te krijgen en het recht om te telefoneren, behoudens als deze rechten geschorst worden of beperkt worden via een met redenen omklede beslissing van de directeur, verantwoord door de behoeften inzake behouden van de orde en veiligheid.

Daarenboven, kan een sanctie niet bestaan in het in beslag nemen of de afschaffing van het zakgeld.

De negatieve bekrachtiging kan noch vernederend noch kwellend zijn.

Art. 64. De bekrachtigingen die een wijziging van het gewone stelsel van de tenlasteneming van de jongere voor meer dan 3 uur met zich meebrengen, kunnen enkel door een lid van de directie genomen worden, en dit zonder geen enkele delegatie.

Art. 65. Voor de bekrachtigingen die een wijziging van het gewone stelsel van de tenlasteneming van de jongere voor meer dan 24 uur met zich meebrengen, moet een schriftelijke en met redenen omklede beslissing van de directeur systematisch aan de jongere afgegeven worden.

In zijn met redenen omklede beslissing vermeldt de directeur de context en de redenen die de keuze van de negatieve bekrachtiging verantwoorden.

Er wordt een afschrift van de met redenen omklede beslissing in het dossier bedoeld bij artikel 9 gehouden.

Art. 66. In elke dienst van iedere overheidsinstelling voor jeugdbescherming wordt een register gehouden met de negatieve bekrachtigingen. Worden daarin ook opgenomen alle negatieve bekrachtigingen die een wijziging inhouden van het gewone stelsel van tenlasteneming van meer dan drie uren.

In dit register wordt voor elke bekrachtiging vermeld :

- 1° de identiteit van de jongere;
- 2° de datum en het uur van het begin van de sanctie;
- 3° de identiteit van het directielid dat de toepassing van de sanctie toelaat;
- 4° een met redenen omklede en gedetailleerde motivering betreffende de elementen die tot de maatregel hebben geleid;
- 5° de aard, de inhoud en de duur van de sanctie;
- 6° de datum en het uur van het einde van de sanctie.

Het register bevat geen medisch gegeven dat persoonlijk is.

Het moet op elk ogenblik door de Minister of diens afgevaardigde geraadpleegd kunnen worden, alsook de ambtenaren van het bevoegde bestuur bedoeld bij artikel 80 van dit besluit.

Het register kan ook door de advocaat van de jongere geraadpleegd worden.

Elk jaar, tijdens de maand januari, zendt de directeur van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming aan het bevoegde bestuur het verslag over betreffende de afzonderingsmaatregelen van het verlopen jaar. In dat verslag worden, inzonderheid, het aantal maatregelen, hun duur, het aantal betrokken jongeren en de redenen die ten grondslag lagen aan de maatregelen gepreciseerd.

Op aanvraag van de Minister, wordt hem afschrift van dit verslag door het bevoegde bestuur bezorgd.

TITEL XII. — Niet-toegelaten afwezigheden

Art. 67. De directie van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming bericht alle politiemacht van het betrokken ambtsgebied van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming en het jeugdgerecht, van de niet-toegelaten afwezigheid van een jongere binnen de volgende termijnen :

- 1° rechtstreeks als het om een niet toegelaten afwezigheid gaat in een dienst met gesloten stelsel;
- 2° binnen de twaalf uur als het om een niet-toegelaten afwezigheid gaat in een dienst met open stelsel.

De overheidsinstelling voor jeugdbescherming verwittigt tezelfdertijd de familie of leefgenoten en verzoekt ze om mee te werken.

Art. 68. § 1. De plaats van een jongere die afwezig is zonder toelating in een opvangdienst met open stelsel wordt tijdens 24 uur behouden vanaf het ogenblik waarop het jeugdgerecht van deze afwezigheid wordt verwittigd.

De plaats van een jongere die afwezig is zonder toelating in een oriëntatiedienst met open stelsel wordt tijdens 3 dagen behouden vanaf het ogenblik waarop het jeugdgerecht van deze afwezigheid wordt verwittigd.

De plaats van een jongere die afwezig is zonder toelating in een opvoedingsdienst met open stelsel wordt behouden tijdens tien dagen vanaf het ogenblik waarop het jeugdgerecht van deze afwezigheid wordt verwittigd.

Op het eind van de termijnen bedoeld bij de vorige leden, wordt de plaats van de jongere vacant verklaard. De mogelijke herinschakeling van de jongere wordt afhankelijk gemaakt van een nieuwe beslissing van het jeugdgerecht, met inachtneming van de toelatingsprocedures beschreven door het pedagogisch project van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

§ 2. De plaats van een jongere die afwezig is zonder toelating in een dienst met gesloten stelsel wordt behouden zolang de maatregel niet gewijzigd wordt door het jeugdgerecht.

De plaats wordt niettemin vacant verklaard als de jongere steeds afwezig is zonder toelating op het einde van de plaatsingsmaatregel besloten door het jeugdgerecht.

De mogelijke herinschakeling van de afwezige jongere wordt afhankelijk gemaakt van een nieuwe beslissing van het jeugdgerecht, met inachtneming van de toelatingsprocedures beschreven door het pedagogisch project van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

§ 3. Wanneer de plaats vacant wordt verklaard, informeert de overheidsinstelling voor jeugdbescherming de directeur voor hulpverlening aan de jeugd en de rechtbank ervan.

Art. 69. De overheidsinstelling voor jeugdbescherming informeert de familie, de politiemacht en het jeugdgerecht van elke herinschakeling.

Bij elke herinschakeling, organiseert de overheidsinstelling voor jeugdbescherming een specifieke opvang door het opvoedend team van de jongere, zoals bepaald in het pedagogisch project.

Het opvoedingsprogramma kan herzien worden na zijn herinschakeling.

TITEL XIII. — Medewerking van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming met de gerechtelijke macht en alle diensten van de sector hulpverlening aan de jeugd

Art. 70. Het bevoegde bestuur stelt ter beschikking van het jeugdgerecht en van alle diensten van de sector voor hulpverlening aan de jeugd de presentatiebrochures van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, de pedagogische projecten van elke overheidsinstelling voor jeugdbescherming alsook de samenvatting van de toelatingsprocedures in alle diensten van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Art. 71. De directie van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming zendt de gegevens over met betrekking tot de binnen de overheidsinstelling voor jeugdbescherming beschikbare en ingerichte tenlastenemingen aan het bevoegde bestuur volgens door dat bestuur vastgestelde nadere regels.

Art. 72. § 1. De directeur van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming zorgt voor de optimale medewerking met het jeugdrecht en alle diensten van de sector hulpverlening aan de jeugd.

§ 2. De directeur van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming zorgt voor de correcte medewerking met de Jeugdcommissies opgericht binnen elke balie.

Inzonderheid zorgt hij voor de organisatie, gezamenlijk met de balies en/of de diensten voor de rechten van de jeugd, een juridische permanentie ten behoeve van jongeren.

TITEL XIV. — Evaluatie, deelneming en vernieuwende praktijk in de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming

Art. 73. De overheidsinstellingen voor jeugdbescherming werken voor de bestendige verbetering van de steun verleend aan de jongeren door te zorgen voor hun deelneming, deze van hun familie en leefgenoten, aan de beslissingen die ze betreffen, door het ontwikkelen van vernieuwende praktijken en door de regelmatige evaluatie van hun stelsel.

HOOFDSTUK 1. — *Pedagogische comités*

Art. 74. Er wordt een pedagogisch comité ingesteld binnen elke overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Het heeft als opdracht :

- 1° het uitwerken van het pedagogisch project en het onderzoek van de voorstellen tot wijziging ervan uitgaande;
- 2° het voorstellen van het instellen van nieuwe psycho-pedagogische praktijken met als doel het verbeteren van de kwaliteit van de steun verleend aan jongeren;
- 3° het evalueren van het inwinnen van het advies van de jongeren;
- 4° het voorstellen van de organisatie van vergaderingen met de openbare en erkende partners met als doel het uitwisselen van beroepspraktijken en het voorstellen van de behandelde thematiek en vragen in dat kader.

Art. 75. § 1. De pedagogische comités bestaan uit :

- 1° de Algemene directeur van de hulpverlening aan de jeugd of diens afgevaardigde en twee personeelsleden van niveau 1 van de Algemene directie voor hulpverlening aan de jeugd;
- 2° een vertegenwoordiger van de Minister;
- 3° de directeur van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming en de leden van het directieteam die bevoegd zijn voor de pedagogische follow-up;
- 4° één of twee leden van de opvoedende en pedagogische teams van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming per dienst;
- 5° één of twee leden van het psycho-medisch-sociale team van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming per type tenlasteneming;
- 6° één of twee leden van het toezichtteam van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming;
- 7° één vertegenwoordiger van elke vakvereniging die deel uitmaakt van het personeel van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming;
- 8° twee tot vier vertegenwoordigers van de Union Francophone des Magistrats de la Jeunesse waaronder minstens één vertegenwoordiger van de jeugdrechtbanken en minstens één vertegenwoordiger van de jeugdparquetten;
- 9° één vertegenwoordiger van de sociale afdelingen van de diensten voor gerechtelijke bescherming.

De leden bedoeld bij de punten 4° tot 6° en 9° worden door hun gelijken aangewezen. De leden bedoeld bij de punten 7° en 8° worden door de bevoegde overheid van de vakverenigingen en van de Union Francophone des Magistrats de la Jeunesse aangewezen.

De leden bedoeld bij de punten 4° tot 9° kunnen door een plaatsvervangend lid, aangewezen volgens dezelfde nadere regels als het werkend lid, vervangen worden.

§ 2. De Minister en Voorzitter van het pedagogisch comité kunnen deskundigen op de werkzaamheden van het pedagogisch comité uitnodigen.

Art. 76. De leidend ambtenaar van het bevoegd bestuur of zijn vertegenwoordiger neemt het voorzitterschap waar van de pedagogische comités.

Het bevoegde bestuur zorgt voor het secretariaat van de vergadering van het pedagogisch comité.

De Voorzitter roept het pedagogisch comité minstens één keer op de drie jaar bijeen. Wanneer minstens vier leden van het comité erom vragen via een met redenen omkleed verzoek, roept de Voorzitter het pedagogisch comité samen binnen de twee maanden van de aanvraag.

HOOFDSTUK 2. — *Pedagogische vergaderingen onder overheidsinstellingen voor jeugdbescherming*

Art. 77. Het bevoegde bestuur organiseert ieder jaar minstens twee pedagogische of methodologische vergaderingen waarbij meerdere overheidsinstellingen voor jeugdbescherming of de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming en de andere diensten van de sector hulpverlening aan de jeugd aanwezig zijn.

Deze vergaderingen hebben tot doel het bevorderen van de uitwisseling inzake praktijken en de evaluatie van deze laatste.

De Algemene directie voor hulpverlening aan de jeugd kan de personen vermeld bij artikel 75, § 1 en deskundigen op deze vergaderingen uitnodigen.

HOOFDSTUK 3. — *Evaluatie van de projecten en pedagogische praktijken*

Art. 78. Om de drie jaar, deelt het bevoegde bestuur een evaluatieverslag mee met erin :

- 1° de synthese van de debatten van de pedagogische comités;
- 2° de synthese van de debatten van de pedagogische vergaderingen onder overheidsinstellingen voor jeugdbescherming;
- 3° de lijst van de voorstellen tot wijziging van de pedagogische projecten;

4° een mogelijk advies om te bepalen of de pedagogische projecten aan de specifieke behoeften van de jongeren beantwoorden, inzonderheid wat betreft de criteria en de duur van de tenlasteneming bepaald door de pedagogische projecten;

5° een synthese van de mogelijke adviezen en opzoekingen bezorgd aan het bevoegde bestuur door deskundigen;

6° een synthese van de evaluaties van de toepassing van de verordeningsbepalingen en meer specifiek die van deze code, inzonderheid verwezenlijkt door in situ inspecties;

7° de synthese van interne pedagogische evaluaties van elke overheidsinstelling voor jeugdbescherming, gedaan door de directeur van elke overheidsinstelling voor jeugdbescherming waarvan de nadere regels door het bevoegde bestuur worden bepaald;

8° de synthese van het luisteren naar de mening van de jongeren door de directeur van iedere overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Er wordt een afschrift van dit verslag aan de CCAJ (Gemeenschapsraad voor jeugdbescherming) gestuurd.

HOOFDSTUK 4. — *Deelneming*

Art. 79. Het personeel van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming bevordert de uitdrukking van de jongere, inzonderheid omtrent het verloop van zijn plaatsing.

De directeur van de overheidsinstelling voor jeugdbescherming organiseert het luisteren naar de mening van de jongeren met inachtneming van de volgende beginsels :

1° alle jongeren moeten gehoord worden;

2° de jongere is niet verplicht zich uit te drukken. Hij wordt echter daartoe aangemoedigd;

3° de jongere moet zich kunnen uitdrukken over de inhoud van zijn tenlasteneming, het reglement en de werking van de instelling;

4° de jongeren krijgen de waarborg dat hun verklaringen anoniem blijven. Ze worden geïnformeerd van het belang en het gebruik van hun verklaringen;

5° de nadere regels voor het luisteren naar en de analyse van de verklaringen van de jongeren moeten een gestructureerde communicatie toelaten alsook denkactiviteiten over de vragen gesteld door jongeren.

TITEL XV. — **Evaluatie van de inachtneming van de bepalingen van de code en het beheer van klachten**

Art. 80. De ambtenaren aangewezen door het bevoegd bestuur worden belast met het nazicht van de implementering en de inachtneming van alle bepalingen van deze code in elke overheidsinstelling voor jeugdbescherming.

Deze verificatie gebeurt inzonderheid via een regelmatige aanwezigheid op het terrein.

Art. 81. Wanneer bij het bevoegd bestuur een klacht uitgaande van een jongere, zijn familie, zijn leefgenoten of een derde aanhangig wordt gemaakt, neemt het een beslissing binnen een redelijke termijn en in elk geval binnen de tien werkdagen wanneer de klacht door de jongere werd ingediend gedurende zijn plaatsing.

De algemene directie hulpverlening aan de jeugd of de persoon die ze afvaardigt kan daartoe de jongeren ontmoeten in het kader van haar onderzoek. In dat geval, zijn de bezoeken aan de jongere in de overheidsinstelling voor jeugdbescherming noch in aantal noch wat de duur betreft, beperkt.

TITEL XVI. — **Slot- en opheffingsbepalingen**

Art. 82. De volgende bepalingen worden opgeheven :

1° het besluit van 14 mei 2009 betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming;

2° het besluit van 25 mei 1999 tot vaststelling het algemeen reglement van de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming;

3° het besluit van 21 maart 1997 tot regeling van de modaliteiten inzake afzondering in de openbare instellingen voor jeugdbescherming, tot regeling van het toezicht op deze modaliteiten en tot vaststelling van de normen toepasselijk op de afzonderingslokalen;

4° het besluit van 10 mei 1991 tot oprichting van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, van de Franse Gemeenschap;

5° de artikelen 1 en 2 van het besluit van 12 juli 1996 tot bepaling van de samenstelling van de pluridisciplinaire ploeg van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, en tot bepaling van de rubrieken die het medisch-psychologisch verslag en de sociale studie over de jongeren die aan die instellingen toevertrouwd zijn, moeten omvatten.

Art. 83. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2014 met uitzondering van artikel 12 dat in werking zal treden één jaar na de datum van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel 13 maart 2014.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK